

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

PARAISANT LE SAMEDI DE CHAQUE SEMAINE

ABONNEMENTS ET ANNONCES	TARIF DES ABONNEMENTS	ANNONCES ET AVIS DIVERS
	VOIE NORMALE Six mois Un an	VOIE AERIEENNE Six mois Un an
Pour les abonnements et les annonces s'adresser au directeur de l'imprimerie nationale à Rufisque.	Sénégal et autres Etats de la CEDEAO 15.000f 31.000f.	- -
Les annonces doivent être remises à l'imprimerie au plus tard le mardi. Elles sont payables d'avance.	Etranger : France, RDC R.C.A. Gabon, Maroc. Algérie, Tunisie. - -	20.000f. 40.000f 23.000f 46.000f
Toute demande de changement d'adresse ainsi que les lettres demandant réponse devront être accompagnées de la somme de 175 francs	Etranger : Autres Pays Prix du numéro Année courante 600 f Par la poste : Majoration de 130 f par numéro Journal légalisé 900 f -	Année ant. 700f. Par la poste -
		La ligne 1.000 francs Chaque annonce répétée... Moitié prix (Il n'est jamais compté moins de 10.000 francs pour les annonces). Compte bancaire B.I.C.I.S. n° 1520790 630/81

S O M M A I R E

PARTIE OFFICIELLE

ORDONNANCE

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

2020
17 juin Ordonnance n° 07-2020 modifiant la loi
n° 2019-17 du 20 décembre 2019 portant
loi de finances pour l'année 2020 1403

PARTIE OFFICIELLE

ORDONNANCE

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

**Ordonnance n° 07-2020 du 17 juin 2020
modifiant la loi n° 2019-17 du 20 décembre
2019 portant loi de finances pour l'année 2020**

RAPPORT DE PRESENTATION GENERALE

Au moment où l'Assemblée nationale adoptait le budget de l'Etat du Sénégal pour l'année 2020, à travers la loi de finances n° 2019-17 du 20 décembre 2019, le monde n'avait pas été ébranlé par l'apparition du nouveau coronavirus COVID-19 en Chine, circonscrit à Wuhan, dans la province chinoise du Hubei. Trois mois plus tard, près de la moitié de l'humanité vivait dans un régime de confinement total ou partiel, conséquence directe de la pandémie provoquée par ce virus.

C'est cette situation, à laquelle n'échappe pas notre pays, qui oblige à revoir totalement le budget 2020, par le biais de la présente ordonnance.

Celle-ci s'inscrit dans le cadre de la loi d'habilitation n° 2020-13 du 02 avril 2020, par laquelle l'Assemblée nationale autorise le Président de la République, conformément à l'article 77 de la Constitution, à prendre toute mesure relevant du domaine de la loi, afin de faire face aux besoins d'ordre économique, financier, budgétaire, sécuritaire et sanitaire, découlant de la pandémie à coronavirus COVID-19.

I. Les enjeux de la résilience :

Depuis l'éradication de la variole dans les années 1970, le Sénégal avait commencé à perdre la mémoire du risque infectieux généralisé.

Son taux de prévalence du VIH est l'un des plus faibles en Afrique subsaharienne (0,4% de la population adulte). Les quelques épisodes de choléra que notre pays a connus étaient toujours parfaitement circonscrits et rapidement jugulés. Plus récemment, les épidémies de dengue ou à virus Ebola qui faisaient des ravages dans certains pays africains, sont restées anecdotiques chez nous.

Mais la crise sanitaire actuelle est totalement différente de toutes celles qui l'ont précédée. De par la vitesse de la propagation de la contamination humaine et de son amplitude, elle est même plus dévastatrice que les catastrophes naturelles, telles que les sécheresses et inondations, qui constituaient jusqu'ici le tribut douloureux que notre pays payait, de temps en temps, à la Nature.

Toutefois, si la pandémie COVID-19 représente une telle onde de choc, ce n'est pas à cause de son taux de létalité, car plus de deux mois après l'apparition du premier cas au Sénégal, le coronavirus y a causé soixante-dix (70) pertes en vies humaines ; là où le paludisme tue en moyenne cinq cent (500) personnes par an. La particularité de COVID-19, c'est que l'extrême contagiosité du virus ne peut être contenue qu'au prix d'une réorganisation des rapports sociaux, dans le sens de leur restriction, entraînant la paralysie d'un grand nombre d'activités économiques.

C'est pourquoi, par un effet domino à la crise sanitaire, se sont vite rajoutées une crise économique et financière ainsi qu'une crise sociale.

Sur le plan économique, les hypothèses de 6,8% de croissance prévues en 2020 sont remises en cause par les effets induits de la pandémie de Covid-19. C'est ainsi que la croissance du PIB a été revue à 1,1% en 2020 et elle sera essentiellement portée par les mesures inscrites dans le programme de résilience économique et sociale (PRES).

L'inflation mesurée par l'indice harmonisé des prix à la consommation est évaluée à 2,1% au premier trimestre 2020 et le déflateur du PIB est projeté à 2% contre 1,5% dans le PRES et 1,2% dans la LFI 2020.

Globalement, le PIB devrait ressortir à 14.306 milliards FCFA en 2020, soit un repli de 779 milliards FCFA par rapport à la LFI 2020.

Concernant la crise financière, beaucoup de PME et PMI rencontrent des difficultés pour rembourser leurs crédits en raison de la crise sanitaire qui a brutalement dégradé leur chiffre d'affaire.

Face à cette situation, la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a pris le 21 mars 2020, huit (8) mesures pour atténuer l'impact de la COVID-19 sur le système bancaire et le financement de l'activité économique.

Au nombre de ces mesures, on peut citer l'augmentation des ressources mises à la disposition des banques, afin de permettre à celles-ci de maintenir et d'accroître le financement de l'économie. A cet égard, une première hausse de 340 milliards F CFA a été apportée au montant que la Banque Centrale accorde chaque semaine aux banques commerciales.

A cela, s'ajoute l'autorisation accordée par la BCEAO d'émettre des bons du Trésor dénommés « bons COVID-19 » à maturité très courte, de trois mois, permettant de financer des besoins de court terme.

Sur le plan social, les mesures d'état d'urgence rendues nécessaires par le contexte (couvre-feu, fermeture des frontières, des écoles, des universités et des lieux de culte, annulation des événements sportifs et culturels, diminution de la fréquentation des lieux de commerce, etc.) ont plongé la vie communautaire dans une relative léthargie.

Or, quand une partie de la force de travail est confinée pour une durée indéterminée, la production chute mécaniquement. D'autant plus que les incertitudes scientifiques autour de la maladie et de son évolution minent la confiance, élément indispensable de l'économie.

Quand les migrants vivent le même phénomène dans leur pays d'accueil, et souvent dans des proportions autrement plus dramatiques que la situation sénégalaise, leurs transferts d'argent vers notre pays baissent drastiquement, là où ils contribuaient habituellement autour de 10% du produit national brut (PNB).

Pour toutes ces raisons, la pandémie COVID-19 est une catastrophe économique, car provoquant un double choc :

- sur l'offre (facteurs de production en berne, baisse du commerce international, délitement des chaînes d'approvisionnement, etc.) et ;
- sur la demande (revenus des ménages en chute libre, craintes sur l'avenir qui favorisent la thésaurisation au détriment de l'investissement et de la consommation, etc.).

Ce n'est pas tout car la baisse de la demande crée un deuxième choc sur l'offre qui, à travers notamment la hausse du chômage, affecte à nouveau la demande, et ainsi de suite. Ce cercle vicieux, s'il n'est pas interrompu, finira par entraîner une spirale déflationniste, avec ses nombreux corollaires désastreux pour l'économie.

En conséquence, la riposte du Sénégal pour contenir et endiguer les effets économiques et sociaux néfastes induits par la pandémie, ne peut être que des mesures budgétaires.

L'Etat doit agir vite ; l'Etat doit frapper fort. L'Etat doit organiser les conditions pour que l'économie tienne ; pour que de cette épreuve, la communauté nationale sorte indemne ou à tout le moins, sans grands dommages.

C'est tout le sens du Programme de résilience économique et sociale (PRES).

II. Les voies de la résilience :

Le PRES repose sur quatre piliers :

1. le soutien au secteur de la santé : 78,7 milliards de FCFA destinés à couvrir les dépenses de prévention mais aussi de prise en charge des malades ;

2. le renforcement de la résilience et de la cohésion sociale des populations, y compris la diaspora sénégalaise : 103 milliards de FCFA répartis entre :

- * la prise en charge, au titre du bimestre avril-mai 2020, des factures d'électricité de 975.522 ménages ainsi que des factures d'eau de 662.000 ménages, pour des montants respectivement, 15,5 milliards et 3 milliards de FCFA, soit un total de 18,5 milliards FCFA ;

- * l'aide alimentaire d'urgence en direction d'un million de ménages économiquement fragiles, pour un coût total de 69 milliards de FCFA ;

- * l'appui à la diaspora, à hauteur de 12,5 milliards de FCFA ;

- * la mise en œuvre d'opérations de sauvegarde du bétail, pour un montant de 2 milliards FCFA ;

- * l'appui aux pêcheurs artisanaux, femmes transformatrices, mareyeurs et aquaculteurs, pour un montant de 1 milliard de FCFA ;

3. la sauvegarde de la stabilité macroéconomique et financière pour soutenir le secteur privé et maintenir les emplois à hauteur de 755 milliards de FCFA, ainsi répartis :

- * 100 milliards de FCFA d'appuis directs aux secteurs les plus durement touchés ;

- * 200 milliards de FCFA pour apurer les créances des fournisseurs de l'Etat, en priorisant les filières les plus sensibles (tourisme, transports, agriculture, BTP, éducation, santé, énergie) ;

- * un mécanisme de financement de 200 milliards de FCFA en soutien aux entreprises affectées, pour leur permettre de négocier avec les banques commerciales des reports d'échéances de leurs emprunts. Ainsi, à la suite de la signature d'un accord-cadre avec le secteur bancaire, deux guichets ont été mis en place, dont l'un dédié aux PME et l'autre aux grandes entreprises.

Pour le guichet des PME, l'Etat mettra à la disposition des banques sous forme de dépôt une enveloppe de 50 milliards FCFA tandis que les Banques s'engageront à injecter 100 milliards FCFA pour les PME. Quant au guichet des grandes entreprises, l'Etat procédera à un dépôt de 20 milliards francs CFA contre un engagement des banques à accorder un financement de 100 milliards francs CFA aux grandes entreprises.

* un paquet de mesures fiscales et douanières composé :

(i) de remises fiscales pour une enveloppe globale de 200 milliards de FCFA ;

(ii) du remboursement accéléré des crédits de TVA ;

(iii) de différés voire de suspensions de paiement d'impôts ;

(iv) de la déductibilité fiscale des dons faits au profit du Fonds de riposte et de solidarité contre les effets de COVID-19 (en abrégé, FORCE COVID-19) ;

(v) de la prolongation de 12 à 24 mois du délai généralement admis de paiement de la TVA suspendue, pour un impact budgétaire de 15 milliards de FCFA ;

(vi) de la possibilité pour les entreprises de conserver, en guise de subvention publique, les impôts retenus à la source sur les salaires de leurs employés, sous condition de maintien de l'emploi ou de paiement au personnel mis en chômage technique d'au moins 70% du salaire. A elle seule, la mesure coûtera 40 milliards de FCFA au budget de l'Etat ;

4. la sécurisation de l'approvisionnement régulier du pays en eau, électricité, carburant, médicaments et denrées alimentaires de première nécessité : 77,6 milliards de FCFA prévus à cet effet.

Au total donc, ce sont plus de 1.000 milliards de FCFA que le PRES va coûter, directement ou indirectement, aux finances publiques ; soit près de 7% du produit intérieur brut (PIB) du Sénégal ; l'équivalent du montant total du budget national en 2003.

C'est un effort d'autant plus extraordinaire que l'Etat devra faire face, en même temps, à des moins-values de recettes fiscales projetées à environ 340 milliards de FCFA, conséquence directe du repli de l'activité économique.

III. Les moyens de la résilience :

Le financement du PRES est assuré par :

1. l'élan de solidarité des Sénégalais d'ici et d'ailleurs, citoyens et entreprises, qui ont tenu à apporter leur contribution volontaire au compte de trésorerie FORCE COVID-19 : environ 20 milliards de FCFA ont déjà été mobilisés au courant du mois d'avril ;

2. l'effort de recadrage du budget 2020 : le Sénégal est en guerre contre la pandémie et toute guerre oblige un Etat à réviser la hiérarchie de ses priorités.

119 milliards de FCFA seront ainsi économisés au niveau d'une part, des dépenses de fonctionnement et d'autre part, des dépenses d'investissements. Sur les dépenses de fonctionnement, les économies seront réalisées notamment grâce à la restructuration de la carte diplomatique, la suspension des acquisitions de véhicules administratifs et, de manière générale, des coupes dans les dépenses de fonctionnement de l'Etat (téléphones, rencontres officielles, missions à l'intérieur du pays et à l'étranger, etc.).

Sur les investissements, certains projets initialement prévus en 2020 vont être différés ;

3. le soutien des partenaires techniques et financiers (PTF) du Sénégal, permettant de mobiliser 863 milliards FCFA répartis en dons budgétaires (240 milliards FCFA) et prêts programmes (623 milliards FCFA).

Les dons budgétaires proviennent :

- de l'Union Européenne : 81 milliards FCFA ;
- de la Banque Mondiale : 75 milliards FCFA ;
- de l'Allemagne : 66 milliards FCFA ;
- de l'AFD : 6 milliards FCFA ;

(don budgétaire du Partenariat mondial pour l'Education)

- du Canada : 4 milliards FCFA ;
- de la BCEAO : 4 milliards FCFA ;
- du Luxembourg : 3 milliards FCFA ;
- du Japon : 1 milliard FCFA.

Les sources de financement des prêts programme sont les suivantes :

- le Fonds monétaire international, à hauteur de 266 milliards de FCFA correspondant à 100% de la quote-part du Sénégal dans les Droits de Tirage Spéciaux (DTS) ;
- la Banque Mondiale, qui apporte 75 milliards de FCFA d'appuis budgétaires additionnels ;
- la Banque Ouest-Africaine de Développement (BID), qui concourt pour 26,7 milliards de FCFA ;
- la Banque Islamique de Développement (BID), dont la contribution s'élève à 90 milliards de FCFA ;
- la Banque européenne d'Investissement (BEI) avec un emprunt programme de 49,2 milliards FCFA ;
- la France qui accorde un prêt de 49,3 milliards de FCFA ;
- la Banque Africaine de Développement, à hauteur de 58 milliards FCFA ;
- la Banque Arabe pour le Développement Economique Arabe (BADEA), pour 8,4 milliards FCFA.

Cet important soutien de la communauté internationale sera renforcé par les marges budgétaires dégagées à la faveur de la participation du Gouvernement à l'initiative de suspension de la dette publique bilatérale du G-20. Cependant, le Sénégal n'entend pas étendre la suspension du service de sa dette aux créanciers privés. Le présent projet d'ordonnance n'a pas intégré ces ressources dans l'attente de la disponibilité des instruments juridiques. Le cas échéant, les dispositions nécessaires seront prises par des actes modificatifs du budget pour affecter, prioritairement, l'espace budgétaire libéré, à la couverture des dépenses sociales, sanitaires, ou économiques nécessaires à la prise en charge des effets de la COVID-19.

IV. Le nouveau contenu du budget 2020 :

La pandémie COVID-19 a bien évidemment entraîné une révision du cadre macro-économique, laquelle impacte directement la trajectoire budgétaire de l'Etat du Sénégal.

Le présent projet d'ordonnance arrête les chiffres du budget :

- à 3 144,4 milliards de FCFA en recettes, en baisse de 114,1 milliards (8%) par rapport à la loi de finances initiale (LFI) 2020 ;
- et 4 017,1 milliards de FCFA de dépenses, en hausse de 308,2 milliards de FCFA (8%) par rapport à la loi de finances initiale (LFI) 2020 ;
- soit un déficit budgétaire de 872,8 milliards de FCFA, représentant 6,1% du PIB, là où la cible de déficit s'établissait à 3% dans la LFI 2020.

Notre pays assume ce dévissage budgétaire, le premier depuis huit ans, le contexte n'étant plus au respect des dogmes classiques mais au sauvetage de notre économie, ainsi qu'à éviter l'effondrement de nos structures sociales. Ce choix du réalisme est d'ailleurs celui fait par la quasi-totalité des Etats dans le monde, riches comme pauvres.

Le Sénégal n'est pas en déphasage pour autant avec ses engagements communautaires puisque c'est l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) qui a décidé, lors de son sommet extraordinaire des Chefs d'Etat et de gouvernement du 27 avril 2020, et sur recommandation du Conseil des Ministres de l'Union en charge des finances qui s'était réuni une semaine avant, de « suspendre temporairement » l'application de son Pacte de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité, afin de pouvoir faire face à la crise de la COVID-19.

D'ailleurs, il importe de relever l'option d'une révision du cadrage budgétaire dans le sens d'une hausse du déficit budgétaire si la situation sanitaire connaissait une évolution défavorable sur l'économie, et conséquemment la présentation d'une deuxième Loi de Finances Rectificative (LFR) pour l'année 2020 à l'Assemblée nationale.

Aussi, compte tenu des risques importants qui pourraient peser sur le recouvrement des recettes, une réserve de précaution d'au moins 40 milliards FCFA est mise en place et sa mobilisation sera assujettie à l'atteinte des objectifs de recettes. Elle est constituée de crédits de projets d'investissements sur ressources internes. La liste des projets concernés est jointe en annexe.

Dans le détail, les recettes du budget général sont composées des grandes masses suivantes :

- recettes fiscales : 2 352,8 milliards contre 2 675 milliards de FCFA dans la LFI, soit une baisse de 322,2 milliards de FCFA en valeur absolue et 12% en valeur relative ;
- recettes non fiscales : 123,2 milliards de FCFA contre 124 milliards de FCFA dans la LFI, soit une baisse de 0,8 milliards en valeur absolue et 1% en valeur relative ;
- recettes exceptionnelles : 31,8 milliards FCFA provenant :
 - * du Groupement des Professionnels du pétrole au titre de leur contribution au projet de construction de l'Institut national de Pétrole et du Gaz (INPG) (5,9 milliards FCFA) ;
 - * de l'indemnité de l'assurance de la mutuelle panafricaine de gestion des risques ou African Risk Capacity (ARC) (5,9 milliards FCFA) ;
 - * des contributions volontaires des citoyens et entreprises au Fonds Force COVID-19 (20 milliards FCFA).
- Tirages sur dons-projets : 260,5 milliards de FCFA, maintenus au même niveau que dans la LFI ;
- Dons budgétaires : 240,1 milliards de FCFA contre 33 milliards de FCFA par rapport à la loi de finances initiale (LFI) 2020 connaissant ainsi une hausse de 207,1 milliards.

Les dépenses du budget général enregistrent une variation à la hausse de 308,2 milliards de FCFA et se décomposent ainsi qu'il suit :

- * charges financières de la dette publique (intérêts et commissions) 306,9 milliards de FCFA contre 364,8 milliards de FCFA par rapport à la loi de finances initiale (LFI) 2020, soit une baisse de 57,9 milliards FCFA en valeur absolue et 16% en valeur relative ;
- * dépenses de personnel : 817,7 milliards de FCFA, niveau inchangé par rapport à la LFI ; toutefois, les engagements de l'Etat vis-à-vis du Syndicat autonome des médecins du Sénégal (SAMES) relatifs à l'indemnité de représentation médicale, ont été respectés avec l'élargissement de cette indemnité aux corps médicaux du secteur des forces armées en application du décret n° 2019-35 du 04 janvier 2019. En outre, un effort d'apurement a été effectué pour permettre aux structures hospitalières de mieux faire face à leurs charges dans ce contexte de pandémie lié à la Covid-19.
- * dépenses d'acquisition de biens et services et de transferts courants ; elles passent de 947,4 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale (LFI) 2020 à 1 263,7 milliards de FCFA, en augmentation de 316,3 milliards de FCFA en valeur absolue et 33% en valeur relative ;

* dépenses en capital sur ressources internes : elles passent de 681,5 milliards de FCFA à 806,3 milliards de FCFA, soit une augmentation de 124,8 milliards de FCFA en valeur absolue et 18% en valeur relative ;

* dépenses en capital sur ressources externes : passant de 761,6 milliards de FCFA dans la LFI à 686,6 milliards de FCFA, elles accusent ainsi une baisse de 75 milliards de FCFA en valeur absolue et 10% en valeur relative.

Les comptes spéciaux du Trésor (CST) demeurent à leur niveau de la LFI, c'est-à-dire qu'ils sont arrêtés en ressources et en charges à 135,95 milliards de FCFA.

Telle est l'économie du présent projet d'ordonnance.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

VU la Constitution, notamment en son article 77 ;

VU la loi organique n° 2012-23 du 27 décembre 2012 abrogeant et remplaçant la loi organique n° 99-70 du 17 février 1999 sur la Cour des Comptes ;

VU la loi organique n° 2020-07 du 26 février 2020 abrogeant et remplaçant la loi organique n° 2011-15 du 08 juillet 2011 relative aux lois de Finances, modifiée par la loi organique n° 2016-34 du 23 décembre 2016 ;

VU la loi n° 2019-17 du 20 décembre 2019 portant loi de finances pour l'année 2020 ;

VU la loi n° 2020-13 du 02 avril 2020 habilitant le Président de la République à prendre, par ordonnances, des mesures relevant du domaine de la loi pour faire face à la pandémie du coronavirus et de proroger l'état d'urgence ;

VU le décret n° 2012-673 du 04 juillet 2012 portant nomenclature budgétaire de l'Etat, modifié ;

VU le décret n° 2019-910 du 15 mai 2019 portant répartition des services de l'Etat et du contrôle des établissements publics, des sociétés nationales et des sociétés à participation publique entre la Présidence de la République, le Secrétariat général du Gouvernement et les ministères, modifié ;

VU le décret n° 2019-1819 du 02 novembre 2019 fixant la composition du Gouvernement ;

VU le décret n° 2019-1837 du 07 novembre 2019 relatif aux attributions du Ministre des Finances et du Budget ;

VU le décret n° 2020-978 du 23 avril 2020 portant règlement général sur la Comptabilité publique ;

VU décret n° 2020-1006 du 30 avril 2020 relatif à la gestion budgétaire de l'Etat ;

VU le décret n° 2020-1019 du 06 mai 2020 portant Plan Comptable de l'Etat ;

Sur le rapport du Ministre des Finances et du Budget,

ORDONNE :

Article premier. - Les dispositions de l'article unique de l'ordonnance n° 004-2020 du 28 avril 2020 portant modification des prévisions et autorisations de recettes et de dépenses du budget général sont abrogées.

Art. 2. - Les dispositions des articles premier, 2 alinéa I, 5 alinéas I et II, 11, 12 et 13 de la loi n° 2019-17 du 20 décembre 2019 portant Loi de Finances Initiale sont abrogées et remplacées par les suivantes :

PREMIERE PARTIE : DONNEES GENERALES DU BUDGET DE L'ETAT**TITRE PREMIER. - DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES ET CHARGES DE L'ETAT****A - Dispositions relatives aux ressources**

Article premier modifié : Modification des prévisions et autorisations des recettes du budget général

I - Les recettes internes du budget général sont prévues à 2.507.800.000.000 FCFA.

II - Les dons budgétaires et en capital sur ressources externes du budget général sont prévus à 500.600.000.000 FCFA.

III - Les ressources totales du budget général sont prévues à 3.008.400.000.000 FCFA.

Article 2 modifié : Modification des ressources de trésorerie et de l'autorisation d'intervention sur le marché

I - Les ressources de trésorerie du budget de l'Etat sont évaluées à 1.686.937.800.000 FCFA. Les autorisations d'intervenir sur le marché sont arrêtées à 1.594.437.800.000 FCFA et sont composées de :

- Emprunts projets : 426.037.800.000 FCFA ;
- Emprunts programmes : 622.600.000.000 FCFA ;
- Autres emprunts : 545.800.000.000 FCFA.

B - Dispositions relatives aux charges**B.1 BUDGET GENERAL**

Article 5 modifié : Modification des dépenses du budget général

I - Les crédits de paiement ouverts au titre des dépenses du budget général, sont fixés à 3.881.200.000.000 FCFA selon la répartition par catégorie suivante :

- Intérêts et commissions : 306.900.000.000 FCFA
- Dépenses de personnel : 817.700.000.000 FCFA
- Autres dépenses courantes : 1.263.707.982.378 FCFA
- Investissements exécutés par l'Etat : 784.857.628.811 FCFA
- Transferts en capital : 708.034.388.811 FCFA

II - Il est ouvert, au titre des dépenses en capital du budget général des autorisations d'engagements d'un montant de 9.843.432.189.348 FCFA ».

B.3 LES CHARGES DE TRESORERIE

Article 11 modifié : Modification des charges de trésorerie

Les charges de trésorerie du budget de l'Etat sont évaluées à un montant de 1.686.937.800.000 FCFA ».

TITRE II. - DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES

Article 12 modifié : Equilibre budgétaire et financier

I - Les prévisions de ressources et les plafonds des charges de l'Etat, évalués dans les précédents articles de la présente ordonnance et le déficit qui en résulte, sont fixés aux montants indiqués dans le tableau ci-après » :

RUBRIQUES	LFI 2020	Budget 2020 révisé	Ecart LFI 2020/Budget révisé 2020	
1. BUDGET GENERAL				
Recettes fiscales	2 675,0	2 352,8	-322,2	-12%
Recettes non fiscales	124,0	123,2	-0,8	-1%
Recettes exceptionnelles		31,8		
dont PPTE IADM			-	
FSE	30,0		-30,0	-100%
Total recettes internes	2829,0	2 507,8	-321,2	-11%
Tirages sur Dons en capital (projet)	260,5	260,5	0,0	0%
Dons budgétaires	33,0	240,1	207,1	628%
Total recettes externes	293,5	500,6	207,1	71%
RECETTES BUDGET GENERAL	3122,5	3008,4	-114,1	-4%
RECETTES CST			-	
Comptes affectation spéciale	113,8	113,8	-	0%
Compte de commerce	0,2	0,2	-	0%
Compte de prêts	20,8	20,8	-	0%
Compte d'avances	0,8	0,8	-	0%
Compte de garanties et aval	0,5	0,5	-	0%
RECETTES CST	136,0	136,0	-	0%
TOTAL RECETTES LOI DE FINANCES	3258,5	3144,4	-114,1	-4%
Intérêts de la dette	364,8	306,9	-57,9	-16%
Dépenses de personnel	817,7	817,7	-	-
Acquisitions de biens et services et transferts courants	947,4	1 263,7	316,3	33%
Acquisitions de biens et services	311,8	305,8	-6,0	-2%
Transferts courants	635,6	957,9	322,3	51%
Total dépenses courantes	2129,9	2 388,3	258,4	12%
Dépenses capital sur ress. internes	681,5	806,3	124,8	18%
Investissements Exécutés par l'Etat			-	
Transferts en capital			-	
Investissements sur ressources externes	761,6	686,6	-75,0	-10%
Total dépenses d'investissement	1443,1	1492,9	49,8	3%
DEPENSES BUDGET GENERAL	3573,0	3881,2	308,2	9%
Comptes affectation spéciale	113,8	113,8	-	0%
Compte de commerce	0,2	0,2	-	0%
Compte de prêts	20,8	20,8	-	0%
Compte d'avances	0,8	0,8	-	0%
Compte de garanties et aval	0,5	0,5	-	0%
DEPENSES CST	136,0	136,0	-	0%
TOTAL DEPENSES LOI DE FINANCES	3.709,0	4017,2	308,2	8%
Solde budgétaire global	-450,5	-872,8	-422,3	
% PIB Déficit	-3,0%	-6,1%		

II - Le Ministre chargé des Finances est autorisé à contracter des emprunts, à recevoir des dons au nom de l'Etat du Sénégal et à intervenir sur le marché national et sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers pour lever des ressources d'un montant total de 1.834.537.800.000 FCFA dont 1.594.437.800.000 FCFA de ressources de trésorerie et 240.100.000.000 FCFA de dons budgétaires.

Article 13 modifié : Approbation du tableau de financement

Les ressources et les charges de trésorerie sont approuvées conformément aux lois et règlements en vigueur et aux dispositions de la présente ordonnance.

FINANCEMENT DU DEFICIT				
TIRAGES	LFI 2020	Budget 2020 révisé	Ecart LFI 2020/TOFE REVISE LFI 2020	
Emprunts projets	501,0	426,0	- 75,0	-15%
Emprunts programmes	100,0	622,6	522,6	523%
Prêts rétrocédés	10,0	-	-10,0	-100%
Numéraires et dépôts	121,0		-121,0	-100%
Surplus de financement reportée en 2020		92,5	92,5	
Autres emprunts	234,5	545,8	311,2	133%
Total tirages	966,5	1686,9	720,4	75%
Remboursements			-	
Amortissement de la dette	506,0	623,2	117,1	23%
Opérations sur les comptes de dépôt		121,0	121,0	
Opérations de Trésorerie (constitution de garantie et dépôt auprès des banques)		70,0	70,0	
Prêts rétrocédés	10,0	-	-10,0	-100%
Financement déficit	450,5	872,8	422,3	94%
Total remboursement	966,5	1686,9	720,4	75%
Déficit en volume	-450,5	-872,8	-422,3	
PIB	15 085,1	14 306,0		
Déficit en % du PIB	-3,0%	-6,1%		

Art. 3. - Les dispositions des articles 14, 15, 18, 19,20 de la loi n° 2019-17 du 20 décembre 2019 portant loi de finances initiale sont abrogées et remplacées par les suivantes :

**DEUXIEME PARTIE : REPARTITION DES CREDITS BUDGETAIRES
ET DISPOSITIONS DIVERSES**

**TITRE PREMIER. - DISPOSITIONS RELATIVES AUX CREDITS
DES PROGRAMMES ET DOTATIONS**

A - CREDITS DES PROGRAMMES

A. 1 Programmes du Budget général

Article 14 modifié : Ouverture des crédits de paiement

Le plafond des crédits de paiement ouverts au titre des programmes du budget général, est fixé à la somme de 2.996.182.187.507 FCFA conformément à l'annexe II et selon la répartition par ministère et par catégorie de dépenses.

Article 15 modifié : Ouverture d'autorisations d'engagement (AE)

Le plafond des autorisations d'engagement ouvertes au titre des programmes et dotations, est fixé à la somme de 9.843.432.189.348 FCFA conformément à l'annexe II et selon la répartition par ministère et par catégorie de dépenses.

B - CREDITS DES DOTATIONS**A. 1 - Dotations du Budget général****Article 18 modifié : Dotations des institutions**

Le plafond des crédits de paiement ouverts au titre des dotations des institutions est fixé à la somme de 160.221.901.794 FCFA conformément à l'annexe II et selon la répartition par institutions et par catégories de dépenses.

A. 2 - Dotation des charges communes**Article 19 modifié : Dotation des crédits globaux**

Le plafond des crédits de paiement ouverts au titre des charges communes, est fixé à la somme de 417.895.910.699 FCFA conformément à l'annexe II et selon la répartition par catégories de dépenses.

Le plafond des autorisations d'engagement ouvertes au titre des charges communes est fixé à la somme de 87.619.890.488 FCFA.

A. 3 - Dotation des intérêts et commissions de la dette**Article 20 modifié : Charges financières sur la dette**

Les crédits de paiement ouverts par la loi de finances pour l'année 2020, au titre des charges financières de la dette publique, s'élèvent à la somme de 306.900.000.000 FCFA conformément à l'annexe II et selon la répartition par catégories de dépenses.

TITRE II. - DISPOSITIONS NOUVELLES

Les dispositions de la loi n° 2019-17 du 20 décembre 2019 portant loi de finances pour l'année 2020 sont complétées par les articles 28 et 29 ainsi libellés :

Article 28 : Modification de certaines dispositions du Code général des Impôts

Les dispositions du 27) de l'article 361 et celles de l'article 442 du Code général des Impôts (CGI) sont modifiées ainsi qu'il suit :

« Art. 361. -

27) Les livraisons de matériels destinés à la production d'énergies renouvelables dont la liste est fixée par arrêté conjoint du Ministre en charge des Énergies renouvelables et du Ministre en charge des Finances.

Art. 442. - Le taux de la taxe est fixé à 10% ».

Article 29 : Modification de la Taxe d'usage de la route

Il est inséré un article 35 bis après les dispositions de l'article 35 de la loi n° 2018-29 du 19 décembre 2018 portant loi de finances pour l'année 2019 ainsi rédigé :

« Art. 35 bis. - La taxe d'usage de la route perçue au titre d'un mois est reversée dans un compte spécial dont les ressources servent exclusivement à couvrir ou à garantir des dépenses pour l'aménagement de voies publiques et la construction, entretien ou la remise en état de routes, la maîtrise d'œuvre et la sécurité routière. Un arrêté du Ministre chargé des Finances définit les conditions d'affectation et d'utilisation de la taxe d'usage de la route ».

Art. 30. - La présente ordonnance prend effet à compter de sa date de signature et sera publiée au *Journal officiel*.

Fait à Dakar, le 17 juin 2020.

Macky SALL

**ANNEXE I : TABLEAU DES RECETTES DU BUDGET GENERAL
ET DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR**

NOMENCLATURE ET NATURE DE LA RECETTE	LFI 2020	LFR1 2020	ECARTS LFR1 2020/LFI 2020	TAUX ECART
071- RECETTES FISCALES	2 675 000 000	2 352 797 216	-322 202 784	-12,0%
072- RECETTES NON FISCALES	124 000 000	123 190 000	-810 000	- 0,7%
TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES (hors FSE)	2 799 000 000	2 475 987 216	-323 012 784	-11,5%
076- RECETTES EXCEPTIONNELLES (FSE)	30 000 000	31 800 000	-1 800 000	- 6,0%
TOTAL RECETTES INTERNES (ARTICLES 71, 72, 76)	2 829 000 000	2 507 787 216	321 212 784	-11,4%
012- DONS PROJETS ET LEGS	260 520 000	260 520 000	0	0,0%
074-DONS PROGRAMMES	32 970 000	240 100 000	207 130 000	628,2%
TOTAL DONS (ARTICLES 12 et 74)	293 490 000	500 620 000	207 130 000	70,6%
TOTAL RECETTES BUDGET GENERAL	3 122 490 000	3 008 407 216	-114 082 784	-3,7%
TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	135 950 000	135 950 000	0	0,0%
TOTAL RECETTES LOI DE FINANCES (Budget général + Comptes spéciaux du trésor)	3 258 440 000	3 144 357 216	-114 082 784	-3,5%

ANNEXE Ibis : TABLEAU RECAPITULATIF GLOBAL DU BUDGET
Première loi de finances rectificative 2020
TABLEAU RECAPITULATIF GLOBAL DES CREDITS AE/CP INSCRITS PAR CATEGORIES DE DEPENSE

Budget	Source de financement		Catégorie de dépense	Crédits inscrits LFT 2020		Crédits AECP inscrits dans la LFR		ECART			
				AE	CP	Dotation AE	Dotation CP	VAL ABS	%	VAL ABB	%
Budget général	Ressources internes	FONDS PROPRES (TRESOR)	1. Charges financiers de la dette	0	364.800.000.000	0	306.900.000.000	0	0	-57.900.000.000	-15,9
			2. Dépenses de personnel	0	817.700.000.000	0	817.700.000.000	0	0	0	0
			3. Acquisition de biens et services	0	311.611.297.332	0	305.808.722.985	0	0	-5.802.574.347	-1,9
			4. Transferts courants	0	635.823.859.352	0	957.899.259.393	0	0	322.075.400.041	50,7
			5. Investissements exécutés par l'Etat	401.407.635.643	104.871.990.096	376.836.886.675	98.299.828.811	-24.770.748.968	-6,2	-6.572.161.285	-6,3
			6. Transferts en capital	3.511.685.196.889	576.635.053.220	3.628.737.712.111	708.034.388.811	117.052.515.222	3,3	131.399.335.591	22,8
	Total FONDS PROPRES (TRESOR)			3.913.092.832.532	2.811.442.200.000	4.005.374.598.786	3.194.642.200.000	92.281.766.254	2,4	383.200.000.000	13,6
	Ressources extérieures	DON OU SUBVENTION	5. Investissements exécutés par l'Etat	1.085.265.164.184	260.520.000.000	1.093.313.655.152	254.267.911.186	8.048.490.968	0,7	-6.262.088.814	-2,4
			6. Transferts en capital	0	0	6.262.088.814	6.262.688.814	6.262.088.814	0	6.262.088.814	0
		Total DON OU SUBVENTION		1.085.265.164.184	260.520.000.000	1.099.575.743.966	260.520.000.000	14.310.579.782	1,3	0	0
PRET EXTERIEUR (EMPRUNT)		5. Investissements exécutés par l'Etat	4.761.031.148.106	501.037.800.000	4.717.231.846.696	426.037.800.000	-43.799.301.510	-0,9	-75.000.000.000	-15,0	
	Total PRET EXTERIEUR (EMPRUNT)	4.761.031.148.106	501.037.800.000	4.717.231.846.696	426.037.800.000	-43.799.301.510	-0,9	-75.000.000.000	-15,0		
Total Ressources extérieures			5.846.296.312.290	761.557.800.000	5.818.807.590.562	686.667.800.000	-29.488.721.728	0,5	-75.000.000.000	-9,8	
Total Budget GEN			9.759.389.144.822	3.573.000.000.000	9.822.182.189.348	3.881.200.000.000	62.793.044.626	0,6	308.200.000.000	8,6	
Comptes spéciaux du Trésor	Ressources internes	FONDS PROPRES (TRESOR)	2.Dépenses de personnel	0	617.800.000	0	617.800.000	0	0	0	0
			3. Acquisition de biens et services	0	950.200.000	0	950.200.000	0	0	0	0
			4. Transferts courants	0	112.140.000.000	0	112.140.000.000	0	0	0	0
			5. Investissements exécutés par l'Etat	21.250.000.000	22.242.000.000	21.250.000.000	22.242.000.000	0	0	0	0
			Total FONDS PROPRES (TRESOR)	21.250.000.000	135.950.000.000	21.250.000.000	135.950.000.000	0	0	0	0
Total Ressources internes			21.250.000.000	135.950.000.000	21.250.000.000	135.950.000.000	0	0	0	0	
Total Budget CST			21.250.000.000	135.950.000.000	21.250.000.000	135.950.000.000	0	0	0	0	
TOTAL GENERAL			9.780.639.144.822	3.708.950.000.000	9.843.432.189.348	4.017.150.000.000	62.793.044.526	0,6	308.200.000.000	8,3	

**ANNEXE II : TABLEAU RECAPITULATIF DES DOTATIONS
ET PROGRAMMES DU BUDGET GENERAL**

INSTITUTIONS/MINISTERES	LFI 2020		BUDGET REVISE 2020	
	AE	CP	AE	CP
Dette publique	-	364 800 000 000	-	306 900 000 000
Dette publique (Intérêts et commissions)	-	364 800 00 000	-	306 900 000 000
Amortissement et charge de la dette publique et dépense	-	364 800 000 00	-	306 900 00 000
Présidence de la République	37 154 000 000	78 999 170 084	28 004 000 000	81 739 371 516
Frais de contrôle des entreprises publiques	-	500 000 000	-	500 000 000
Dépenses de fonctionnement	-	374 200 000	-	374 200 000
Dépenses de personnel	-	102 800 000	-	102 800 000
Investissements exécutés par l'État	-	23 000 000	-	23 000 000
Présidence de la République	37 154 000 000	78 999 170 084	28 004 000 000	81 739 371 516
Dépenses de fonctionnement	-	8 986 723 636	-	5 902 836 890
Dépenses de personnel	-	10 200 169 448	-	10 200 169 448
Investissements exécutés par l'État	-	-	500 000 00	500 000 000
Transfert en capital	37 154 00 000	19 856 000 000	27 504 000 000	9 206 000 000
Transferts courants	-	39 456 277 000	-	55 430 365 178
Assemblée nationale	7 945 171 359	7 801 162 000	7 945 171 359	18 501 162 000
Assemblée nationale	7 945 171 359	17 801 162 000	7 945 171 359	18 501 162 000
Transfert en capital	7 945 171 359	2 726 656 00	7 945 171 359	2 726 656 000
Transferts courants	-	15 074 506 00	-	15 74 506 000
Conseil Economique Social et Environnemental	-	6 603 100 000	-	6 603 100 000
Conseil Economique, Social et Environnemental	-	6 603 100 000	-	6 603 100 000
Transferts courants	-	6 603 100 00	-	6 603 100 000
Conseil Constitutionnel	-	1 426 001 424	-	1 426 001 424
Conseil Constitutionnel	-	1 426 001 424	-	1 426 001 424
Dépenses de personnel	-	526 001 424	-	526 001 424
Transferts courants	-	900 000 000	-	900 000 000
Cour Suprême	-	1 847 470 077	-	1 847 470 012
Cour Suprême	-	1 847 470 072	-	1 847 470 072
Dépenses de personnel	-	1 047 470 072	-	1 047 470 072
Transferts courants	-	800 000 000	-	800 000 000
Cour des Comptes	10 345 00 000	6 614 169 152	10 345 00 000	6 614 169 152
Cour des Comptes	10 345 000 000	6 614 169 152	10 345 000 000	6 614 169 152
Dépenses de personnel	-	1 449 873 000	-	1 449 873 000
Transfert en capital	10 345 00 00	800 842 457	10 345 000 000	800 842 457
Transferts courants	-	4 363 453 695	-	4 363 453 695
Haut Conseil des Collectivités territoriales	2 340 000 000	8 640 000 000	-	8 640 000 000
Conseil des Collectivités territoriales	2 340 000 000	8 640 000 000	-	8 640 000 000
Transfert en capital	2 340 000 000	2 340 000 000	-	-
Transferts courants	-	6 300 000 000	-	8 640 000 00
Secrétariat général du Gouvernement (SGG)	82 971 910 771	25 169 020 006	86 166 940 803	35 350 627 630
Programme de lutte contre la malnutrition	28 587 000 000	3 777 000 000	28 587 000 000	3 777 000 000
Investissements exécutés par l'État	13 587 000 00	2 490 000 000	13 587 000 000	2 490 000 000
Transfert en capital	15 00 000 000	1 287 000 00	15 00 000 000	1 287 000 000
Secrétariat général du Gouvernement	54 384 910 771	21 392 020 006	57 579 940 803	31 573 627 630
Dépenses de fonctionnement	-	3 136 037 703	-	3 168 457 795
Dépenses de personnel	-	2 843 794 996	-	2 843 794 996
Investissements exécutés par l'État	29 925 000 000	5 036 187 307	29 949 738 032	5 050 925 339
Transfert en capital	24 459 910 771	4 508 000 000	27 630 202 771	7 678 292 000
Transferts courants	-	5 868 00 000	-	12 822 157 500

INSTITUTIONS/MINISTERES	LFI 2020		BUDGET REVISE 2020	
	AE	CP	AE	CP
Ministère des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	26 456 999 991	65 585 987 853	26 420 726 141	78 522 978 922
Coopération bilatérale et multilatérale	21 999 999 998	46 237 715 368	22 213 726 148	47 805 376 032
Dépenses de fonctionnement	-	19 828 004 450	-	20 828 803 534
Dépenses de personnel	-	20 935 710 918	-	20 935 710 918
Investissements exécutés par l'État	21 999 999 998	1 500 000 000	22 213 726 148	1 848 726 150
Transferts courants	-	3 974 000 000	-	4 192 135 430
Gestion des Affaires consulaires et promotion des SE	2 656 999 998	2 216 802 116	2 406 999 998	2 176 795 951
Dépenses de fonctionnement	-	252 000 000	-	211 993 835
Dépenses de personnel	-	109 802 116	-	109 802 116
Investissements exécutés par l'État	1706 999 998	155 000 000	1 706 999 998	155 000 000
Transfert en capital	950 000 000	950 000 000	700 000 000	475 000 000
Transferts courants	-	750 000 000	-	1 225 000 000
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	1 799 999 995	16 684 737 369	1 799 999 995	28 248 073 939
Dépenses de fonctionnement	-	8 425 435 550	-	7 078 772 120
Dépenses de personnel	-	5 826 422 819	-	5 826 422 819
Investissements exécutés par l'État	1499 999 995	265 000 000	1 499 999 995	265 000 000
Transfert en capital	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000
Transferts courants	-	1 867 879 000	-	14 777 879 000
Promotion de la Diplomatie économique	-	446 733 000	-	292 733 000
Dépenses de fonctionnement	-	395 000 000	-	241 000 000
Dépenses de personnel	-	51 733 000	-	51 733 000
Ministère des Forces armées	226 163 983 560	198 903 781 661	270 544 318 564	250 282 283 047
Défense du territoire national	174 642 983 560	123 910 800 863	218 313 318 564	169 852 205 587
Dépenses de fonctionnement	-	29 791 920 145	-	32 072 989 865
Dépenses de personnel	-	71 639 935 081	-	71 639 935 081
Investissements exécutés par l'État	33 801 101 740	11 008 945 637	36 801 101 740	14 008 945 637
Transfert en capital	140 841 881 820	11 470 000 000	181 512 216 824	52 140 335 004
Opérations à caractère industriel et commerciale	-	150 000 000	-	150 000 000
Dépenses de fonctionnement	-	150 000 000	-	150 000 000
Pilotage coordination et gestion administrative	7 876 000 000	8 675 543 985	8 336 000 000	9 504 035 657
Dépenses de fonctionnement	-	2 621 736 355	-	2 780 228 017
Dépenses de personnel	-	841 336 000	-	841 336 000
Investissements exécutés par l'État	1 000 000 000	1 000 000 000	1 660 000 000	1 660 000 000
Transfert en capital	6 876 000 000	1 234 000 000	6 576 000 000	1 034 000 000
Transferts courants	-	2 978 471 630	-	3 188 471 630
Sûreté publique et maintien de l'ordre	43 645 000 000	66 167 436 813	43 895 000 000	70 766 041 813
Dépenses de fonctionnement	-	9 616 055 000	-	13 964 660 000
Dépenses de personnel	-	43 784 936 410	-	43 784 936 410
Investissements exécutés par l'État	16 445 000 000	8 822 034 849	16 695 000 000	9 072 034 849
Transfert en capital	27 200 000 000	3 890 284 554	27 200 000 000	3 890 284 554
Transferts courants	-	54 126 000	-	54 126 000
Ministère de l'Intérieur	177 186 310 715	126 898 134 778	179 086 360 715	124 194 639 359
Administration territoriale	10 738 000 000	7 367 091 724	10 688 000 000	7 046 137 260
Dépenses de fonctionnement	-	2 458 543 000	-	2 187 588 536
Dépenses de personnel	-	4 668 548 724	-	4 668 548 724
Investissements exécutés par l'État	10 738 000 000	240 000 000	10 688 000 000	190 000 000
Fonds de lutte contre les incendies	-	200 000 000	-	20 000 000
Dépenses de fonctionnement	-	126 000 000	-	126 000 000
Investissements exécutés par l'État	-	74 000 000	-	74 000 000
Gouvernance électorale	50 000 000 000	12 570 449 805	50 000 000 000	12 464 449 805
Dépenses de fonctionnement	-	281 562 585	-	981 562 585
Dépenses de personnel	-	123 593 596	-	123 593 596
Transfert en capital	50 000 000 000	10 065 293 624	50 000 000 000	10 065 293 624
Transferts courants	-	2 100 000 000	-	1 294 000 000
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 103 500 000	4 651 909 042	1 838 000 000	4 274 679 042

INSTITUTIONS/MINISTERES	LFI 2020		BUDGET REVISE 2020	
	AE	CP	AE	CP
Dépenses de fonctionnement	-	1 548 475 350	-	1 436 745 350
Dépenses de personnel	-	859 933 692	-	859 933 692
Investissements exécutés par l'État	1 103 500 000	1 103 500 000	838 000 000	838 000 000
Transfert en capital	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
Transferts courants	-	140 000 000	-	140 000 000
Sécurité civile	33 590 030 000	34 665 189 955	33 590 030 000	33 130 329 000
Dépenses de fonctionnement	-	3 371 403 935	-	3 365 861 045
Dépenses de personnel	-	19 049 756 020	-	19 049 756 020
Investissements exécutés par l'État	32 636 000 000	9 470 000 000	32 636 000 000	4 029 593 757
Transfert en capital	954 030 000	954 030 000	954 030 000	954 030 000
Transferts courants	-	1 820 000 000	-	5 731 088 178
Sécurité publique	80 754 780 715	67 443 494 252	82 970 330 715	67 079 044 252
Dépenses de fonctionnement	-	7 683 163 000	-	7 603 163 000
Dépenses de personnel	-	36 764 331 252	-	36 764 331 252
Investissements exécutés par l'État	44 358 780 715	5 855 780 715	44 194 330 715	3 191 330 715
Transfert en capital	36 396 000 000	6 840 219 285	38 776 000 000	9 220 219 285
Transferts courants	-	10 300 000 000	-	10 300 000 000
Ministère de la Justice	59 608 582 452	43 352 064 711	55 855 170 030	43 910 292 734
Administration pénitentiaire	15 199 559 857	16 180 151 745	15 199 559 857	16 172 151 722
Dépenses de fonctionnement	-	5 714 837 000	-	5 626 836 977
Dépenses de personnel	-	9 149 314 745	-	9 149 314 745
Investissements exécutés par l'État	14 999 559 857	800 000 000	14 999 559 857	880 000 000
Transfert en capital	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000
Transferts courants	-	316 000 000	-	316 000 000
Bonne gouvernance et Droits humains	7 749 999 993	661 317 000	7 696 587 571	818 914 578
Dépenses de fonctionnement	-	133 000 000	-	344 000 000
Dépenses de personnel	-	28 827 000	-	28 827 000
Investissements exécutés par l'État	7 749 999 993	322 000 000	7 696 587 571	268 587 578
Transfert courants	-	177 500 000	-	177 500 000
Education surveillée et Protection judiciaire de l'Enfant	440 000 000	2 596 544 384	190 000 000	2 339 144 252
Dépenses de fonctionnement	-	699 641 120	-	692 240 988
Dépenses de personnel	-	1 456 903 264	-	1 456 903 264
Investissements exécutés par l'État	440 000 000	440 000 000	190 000 000	190 000 000
Justice judiciaire	23 659 467 602	16 199 255 066	21 809 467 602	16 253 655 066
Dépenses de fonctionnement	-	1 733 422 830	-	1 731 822 830
Dépenses de personnel	-	11 245 190 236	-	11 245 190 236
Investissements exécutés par l'État	23 659 467 602	2 095 000 000	21 809 467 602	1 890 000 000
Transfert capital	-	-	-	-
Transferts courants	-	1 125 642 000	-	1 386 642 000
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	12 559 555 000	7 714 786 516	10 959 555 000	8 326 427 116
Dépenses de fonctionnement	-	621 934 400	-	1 108 575 000
Dépenses de personnel	-	1 997 232 116	-	1 997 232 116
Investissements exécutés par l'État	7 559 555 000	3 010 000 000	7 559 555 000	3 010 000 000
Transfert en capital	5 000 000 000	633 000 000	3 400 000 000	633 000 000
Transferts courants	-	1 452 620 000	-	1 577 620 000
Ministère Fonction publique et du Renouveau du service public	12 929 000 000	3 822 476 541	12 839 000 000	3 832 476 541
Fonction publique	517 000 000	1 976 468 000	427 000 000	1 886 468 000
Dépenses de fonctionnement	-	598 184 000	-	598 184 000
Dépenses de personnel	-	761 284 000	-	761 284 000
Investissements exécutés par l'État	517 000 000	517 000 000	427 000 000	427 000 000
Transferts courants	-	100 000 000	-	100 000 000

INSTITUTIONS/MINISTERES	LFI 2020		BUDGET REVISE 2020	
	AE	CP	AE	CP
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	-	1 052 727 541	-	1 152 727 541
Dépenses de fonctionnement	-	584 780 425	-	584 780 425
Dépenses de personnel	-	467 947 116	-	467 947 116
Dépenses courants	-	-	-	100 000 000
Renouveau du service public	12 412 000 000	793 281 000	12 412 000 000	793 281 000
Dépenses de fonctionnement	-	254 100 000	-	254 100 000
Dépenses de personnel	-	39 181 000	-	39 181 000
Transferts en capital	12 412 000 000	500 000 000	12 412 000 000	500 000 000
Ministère du Travail, du Dialogue social et des Relations avec	290 598 000	3 601 928 220	290 598 000	3 651 928 220
Gouvernance du marché du travail	-	2 404 142 992	-	2 404 142 992
Dépenses de fonctionnement	-	644 450 000	-	644 450 000
Dépenses de personnel	-	859 692 992	-	859 692 992
Transferts courants	-	900 000 000	-	900 000 000
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	290 598 000	933 588 236	290 598 000	933 588 236
Dépenses de fonctionnement	-	328 512 000	-	328 512 000
Dépenses de personnel	-	314 478 236	-	314 478 236
Investissements exécutés par l'État	290 598 000	290 598 000	290 598 000	290 598 000
Protection sociale des travailleurs	-	264 196 992	-	314 196 992
Dépenses de fonctionnement	-	52 600 000	-	52 600 000
Dépenses de personnel	-	64 996 992	-	64 996 992
Transferts courants	-	146 600 000	-	196 600 000
Ministère de la Pêche et de l'Economie maritime	244 577 805 222	48 893 041 161	233 604 676 516	39 693 410 207
Economie maritime	184 308 672 110	36 694 911 055	177 688 200 140	29 622 454 865
Dépenses de fonctionnement	-	43 102 000	-	41 117 780
Dépenses de personnel	-	16 592 000	-	16 592 000
Investissements exécutés par l'Etat	84 504 500 000	22 486 086 550	81 504 500 000	19 486 086 550
Transfert en capital	99 804 172 110	7 375 850 505	96 183 700 140	3 755 378 535
Transferts courants	-	6 773 280 000	-	6 323 280 000
Encouragement à la Pêche et à ses industries annexes (CEPI)	-	1 300 000 000	-	1 300 000 000
Dépenses de fonctionnement	-	300 000 000	-	300 000 000
Dépenses de personnel	-	515 000 000	-	515 000 000
Investissements exécutés par l'Etat	-	95 000 000	-	95 000 000
Transferts courants	-	390 000 000	-	390 000 000
Pêche et Aquaculture	60 269 133 112	10 368 974 226	55 916 476 376	8 254 472 122
Dépenses de fonctionnement	-	379 430 866	-	337 411 262
Dépenses de personnel	-	854 983 820	-	854 983 820
Investissements exécutés par l'Etat	27 194 133 112	5 740 559 540	23 506 788 876	4 383 389 540
Transfert en capital	33 075 000 000	2 430 000 000	32 409 687 500	1 914 687 500
Transferts courants	-	964 000 000	-	764 000 000
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	-	529 155 880	-	516 483 220
Dépenses de fonctionnement	-	175 937 500	-	163 264 840
Dépenses de personnel	-	353 218 380	-	353 218 380
Ministère des Infrastructures des Transports terrestres et du Désenclavement	2 286 586 786 483	295 350 566 500	2 300 880 327 247	313 653 171 838
Développement et modernisation des services de transport	329 849 025 440	35 887 546 951	319 249 025 440	25 407 486 509
Dépenses de fonctionnement	-	141 072 200	-	111 011 758
Dépenses de personnel	-	201 474 751	-	201 474 751
Investissements exécutés par l'Etat	293 508 025 440	25 000 000 000	283 508 025 440	15 000 000 000
Transfert en capital	36 341 000 000	1625 000 000	35 741 000 000	1 025 000 000
Transferts courants	-	8 870 000 000	-	9 070 000 000
Développement, Gestion et Entretien des Infrastructures R	1 831 452 761 043	222 106 246 161	1 784 816 322 873	175 477 510 521

INSTITUTIONS/MINISTERES	LFI 2020		BUDGET REVISE 2020	
	AE	CP	AE	CP
Dépenses de fonctionnement	-	86 886 000	-	94 588 530
Dépenses de personnel	-	105 800 864	-	105 800 864
Investissements exécutés par l'État	525 371 320 674	131 992 161 780	452 479 130 612	59 099 971 718
Transfert en capital	1 306 081 440 369	89 921 397 517	1 322 327 197 261	116 177 149 409
Développement, Gestion et Entretien du Réseau ferroviaire	125 255 000 000	36 683 600 000	196 784 978 934	111 992 075 950
Dépenses de fonctionnement	-	9 600 000	-	29 097 016
Investissements exécutés par l'État	-	-	73 607 978 924	73 607 978 934
Transfert en capital	125 255 000 000	33 800 000 000	123 177 000 000	34 877 000 000
Transferts courants	-	2 874 000 000	-	3 478 000 000
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	30 000 000	723 173 388	30 000 000	776 098 858
Dépenses de fonctionnement	-	447 552 120	-	500 477 590
Dépenses de personnel	-	245 621 262	-	245 621 268
Investissements exécutés par l'Etat	30 000 000	30 000 000	30 000 000	30 000 000
Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement rural	519 336 402 984	152 044 525 199	504 887 931 366	141 010 613 376
Accompagnement à la production : Fin, Rech, Form et App-c	-	7 415 116 240	-	7 034 506 874
Dépenses de fonctionnement	-	141 906 240	-	111 296 874
Dépenses de personnel	-	222 313 000	-	222 313 000
Transferts courants	-	7 050 897 000	-	6 700 897 000
Augmentation de la production et valorisation des produits agricoles	220 225 866 000	82 499 568 318	223 174 738 597	86 233 755 185
Dépenses de fonctionnement	-	650 884 920	-	566 199 190
Dépenses de personnel	-	1 369 377 600	-	1 369 377 600
Investissements exécutés par l'État	114 135 866 000	26 676 640 00	113 916 273 140	27 557 047 140
Transfert en capital	106 090 000 000	38 004 665 792	109 258 465 457	41 073 131 255
Transferts courants	-	15 798 000 000	-	15 668 000 000
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	450 000 000	2 441 449 580	272 000 000	2 080 515 864
Dépenses de fonctionnement	-	501 446 000	-	449 763 284
Dépenses de personnel	-	556 752 580	-	556 752 580
Investissements exécutés par l'Etat	450 000 000	450 000 000	272 000 000	272 000 000
Transferts courants	-	933 251 000	-	802 000 000
Sécurisation de la base production et dével. des infrastructures rurales	298 660 536 984	59 698 391 061	281 441 192 769	45 661 835 453
Dépenses de personnel	-	56 326 000	-	56 326 000
Investissements exécutés par l'Etat	287 350 536 984	49 217 065 061	267 537 235 569	33 071 552 253
Transfert en capital	11 310 000 000	3 900 000 000	13 903 957 200	6 493 957 200
Transferts courants	-	6 515 000 000	-	6 040 000 000
Ministère des Finances et du Budget	107 818 911 205	218 546 862 928	123 430 122 195	235 888 437 904
Elaboration des lois de finance et suivi de l'exécution	25 140 477 506	28 278 402 134	40 929 691 264	43 927 469 670
Dépenses de fonctionnement	-	3 476 522 862	-	3 120 275 640
Dépenses de personnel	-	2 104 001 766	-	2 104 001 766
Investissements exécutés par l'État	5 340 477 506	2 705 477 506	6 089 691 264	3 428 641 254
Transfert en capital	19 800 000 000	19 800 000 000	34 900 000 000	34 900 000 000
Transferts courants	-	192 400 000	-	374 550 000
Gestion compt. et financ Etat et autres organismes publics	2 112 905 931	7 654 542 082	1 382 905 931	7 689 285 426
Dépenses de fonctionnement	-	1 154 433 404	-	1 910 676 748
Dépenses de personnel	-	4 367 202 747	-	4 367 202 747
Investissements exécutés par l'État	2 112 905 931	2 112 905 931	1 382 905 931	1 382 905 931
Transferts courants	-	20 000 000	-	28 500 000
Gestion de la fiscalité intérieure et du foncier	19 459 041 451	14 876 223 215	20 965 419 551	16 245 122 613
Dépenses de fonctionnement	-	1 541 785 544	-	1 564 306 842
Dépenses de personnel	-	4 768 626 220	-	4 768 626 220
Investissement exécutés par l'Etat	14 459 041 451	3 537 041 451	14 842 919 551	3 920 919 551
Transfert en capital	5 000 000 000	5 000 000 000	6 122 500 000	5 962 500 000

INSTITUTIONS/MINISTERES	LFI 2020		BUDGET REVISE 2020	
	AE	CP	AE	CP
Transferts courants	-	28 770 000	-	28 770 000
Gestion des garanties et avals	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000
Investissements exécutés par l'Etat	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000
Gestion des Prêts et Avances	20 750 000 000	21 550 000 000	20 750 000 000	21 550 000 000
Investissements exécutés par l'Etat	20 750 000 000	21 550 000 000	20 750 000 000	21 550 000 000
Gestion du Fonds national de retraite (FNR)	-	111 750 000 000	-	111 750 000 000
Transferts courants	-	111 750 000 000	-	111 750 000 000
Gestion du secteur financier	931 057 850	2 860 941 419	1 777 593 290	3 933 502 729
Dépenses de fonctionnement	-	432 098 569	-	658 124 439
Dépenses de personnel	-	214 666 000	-	214 666 000
Investissements exécutés par l'Etat	41 000 000	41 000 000	887 535 440	887 535 440
Transfert en capital	890 057 850	890 057 850	890 057 850	890 057 850
Transferts courants	-	1 283 119 000	-	1 283 119 000
Gestion ressources douanières et protection de l'économie	22 052 119 350	17 437 253 083	21 000 000 000	16 355 784 990
Dépenses de fonctionnement	-	1 706 182 585	-	1 690 875 762
Dépenses de personnel	-	8 800 909 228	-	8 800 909 228
Transfert en capital	22 052 119 350	6 892 119 350	21 000 000 000	5 840 000 000
Transferts courants	-	38 041 920	-	24 000 000
Pilotage, gestion et coordination du MFB	16 873 309 117	13 639 500 995	16 064 512 159	13 937 272 476
Dépenses de fonctionnement	-	3 221 769 953	-	3 672 075 127
Dépenses de personnel	-	3 480 692 973	-	3 480 692 973
Investissements exécutés par l'Etat	14 396 355 102	1 896 355 102	14 705 084 674	2 155 084 674
Transfert en capital	2 476 954 015	2 476 954 015	1 359 427 485	1 359 427 485
Transferts courants	-	2 563 728 952	-	3 269 992 217
Ministère du Pétrole et des Énergies	1 315 442 621 721	255 396 691 327	1 296 028 668 698	225 394 364 915
Electrification rurale et Energies renouvelables	357 270 682 134	44 496 521 477	347 815 134 461	36 456 114 127
Dépenses de fonctionnement	-	28 300 000	-	26 496 151
Dépenses de personnel	-	6 483 000	-	6 483 000
Investissements exécutés par l'Etat	246 016 682 134	32 393 500 197	245 920 134 461	27 640 896 716
Transfert en capital	111 254 000 000	9 645 000 000	101 895 000 000	6 559 000 000
Transferts courants	-	2 423 238 280	-	2 232 238 280
Optimisation du système d'offre d'électricité	917 856 40 636	123 319 070 759	907 963 504 286	101 155 965 928
Dépenses de fonctionnement	-	34 700 000	-	31 699 848
Dépenses de personnel	-	49 937 000	-	49 937 000
Investissements exécutés par l'Etat	848 456 967 525	90 304 433 759	838 564 062 175	68 194 329 080
Transfert en capital	69 399 442 111	7 000 000 000	69 399 442 111	7 000 000 000
Transferts courants	-	25 930 00 000	-	25 880 00 000
Pilotage, coordination et Gestion administrative	-	1 014 403 647	-	917 683 014
Dépenses de fonctionnement	-	330 720 923	-	334 000 290
Dépenses de personnel	-	283 682 724	-	283 682 724
Transferts courants	-	400 000 000	-	300 000 000
Sécurisation et approvisionnement en hydrocarbures et cor.	40 315 529 951	86 566 695 444	40 250 029 951	86 864 601 846
Dépenses de fonctionnement	-	34 750 000	-	32 949 654
Dépenses de personnel	-	39 714 000	-	39 714 000
Investissements exécutés par l'Etat	25 722 529 951	1 934 793 252	25 787 029 951	2 364 500 000
Transfert en capital	14 593 000 000	1 050 000 000	14 463 000 000	920 00 000
Transferts courants	-	83 507 438 192	-	83 507 438 192
Ministère du Commerce et des Petites et Moyennes Entreprise	26 883 390 308	10 228 156 457	27 414 865 308	10 335 308 432
Développement du marché intérieur et de la consommation	3 078 877 000	3 958 568 000	3 337 377 000	4 104 685 983
Dépenses de fonctionnement	-	149 970 000	-	142 587 983
Dépenses de personnel	-	1 054 998 000	-	1 054 998 000

INSTITUTIONS/MINISTERES	LFI 2020		BUDGET REVISE 2020	
	AE	CP	AE	CP
Investissements exécutés par l'Etat	2 250 000 000	1 600 000 000	2 250 000 000	1 600 000 000
Transfert en capital	828 877 000	348 000 000	1 087 377 000	551 500 000
Transferts courants	-	805 600 000	-	755 600 000
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	-	1 017 561 788	-	1 189 108 485
Dépenses de fonctionnement	-	127 329 408	-	98 876 105
Dépenses de personnel	-	368 459 380	-	368 459 380
Transferts courants	-	521 773 000	-	721 773 000
Promo et développement Entreprenariat privé et des PME	23 637 963 308	4 304 682 659	23 917 963 308	4 150 010 986
Dépenses de fonctionnement	-	7 899 996	-	30 149 992
Dépenses de personnel	-	49 528 000	-	49 528 000
Investissements exécutés par l'Etat	7 637 963 308	2 520 000 000	7 817 963 308	2 680 000 000
Transfert en capital	16 000 000 000	367 000 000	16 100 000 000	267 000 000
Transferts courants	-	1 360 254 663	-	1 123 332 994
Renforcement de l'intégration du Sénégal dans le commerce	166 550 000	947 344 010	159 525 000	891 502 978
Dépenses de fonctionnement	-	23 300 010	-	11 049 978
Dépenses de personnel	-	198 350 000	-	198 350 000
Investissements exécutés par l'Etat	166 550 000	103 500 000	159 525 000	96 475 000
Transferts courants	-	622 194 000	-	585 628 000
Ministère de l'Urbanisme, du Logement et de l'Hygiène public	429 957 427 817	75 633 732 151	419 224 144 303	81 698 765 956
Aménagement et développement urbain	32 315 642 649	10 319 339 000	26 415 642 649	4 254 827 858
Dépenses de fonctionnement	-	256 000 000	-	91 488 858
Dépenses de personnel	-	213 339 000	-	213 339 000
Transfert en capital	32 315 642 649	9 700 000 000	26 415 642 649	3 800 000 000
Transferts courants	-	150 000 000	-	150 000 000
Cadre de vie	188 969 906 478	23 729 420 206	190 615 443 333	26 453 199 965
Dépenses de fonctionnement	-	76 000 000	-	63 743 141
Dépenses de personnel	-	150 231 096	-	150 231 096
Investissements exécutés par l'Etat	170 483 162 000	3 250 000 000	173 578 698 698	6 436 036 618
Transfert en capital	18 485 744 478	8 153 189 110	17 036 744 478	6 703 189 110
Transferts courants	-	12 100 000 000	-	13 100 000 000
Logement, construction d'équipement et d'infrastructures	206 456 878 690	39 772 670 161	200 153 058 321	47 946 398 584
Dépenses de fonctionnement	-	71 500 000	-	69 228 423
Dépenses de personnel	-	187 166 000	-	187 166 000
Investissements exécutés par l'Etat	32 000 000 000	130 000 000	32 000 000 000	130 000 000
Transfert en capital	174 456 878 690	22 810 004 161	168 153 058 321	22 236 004 161
Transferts courants	-	16 574 000 000	-	25 324 000 000
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 215 000 000	1 812 302 784	2 040 000 000	3 044 339 549
Dépenses de fonctionnement	-	305 580 000	-	282 616 765
Dépenses de personnel	-	606 722 784	-	606 722 784
Investissements exécutés par l'Etat	2 215 000 000	500 000 000	2 040 000 000	255 000 000
Transferts courants	-	400 000 000	-	1 900 000 000
Ministère du Développement industriel et de la Petite et Moyenne industries (PMI)	107 120 000 000	9 514 831 998	105 620 000 000	8 810 831 998
Compétitivité de l'industrie sénégalaise	107 120 000 000	9 118 916 000	105 620 000 000	8 416 916 000
Dépenses de fonctionnement	-	38 350 000	-	36 350 000
Dépenses de personnel	-	97 186 000	-	96 186 000
Investissements exécutés par l'Etat	105 100 000 000	4 500 000 000	103 600 000 000	3 000 000 000
Transfert en capital	2 020 000 000	2 020 000 000	2 020 000 000	2 020 000 000
Transferts courants	-	2 463 380 000	-	3 263 380 000
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	-	395 915 998	-	393 915 998
Dépenses de fonctionnement	-	96 020 998	-	94 020 998
Dépenses de personnel	-	259 895 000	-	259 895 000
Transferts courants	-	40 000 000	-	40 000 000

INSTITUTIONS/MINISTERES	LFI 2020		BUDGET REVISE 2020	
	AE	CP	AE	CP
Ministère du Tourisme et des Transports aériens	237 126 670 905	21 712 271 120	237 138 170 905	19 626 101 120
Développement de la Sécurité et de la Sureté du Transport aérien	6 055 569 641	6 689 533 000	955 569 641	1 333 883 000
Dépenses de fonctionnement	-	22 400 000	-	10 500 000
Dépenses de personnel	-	9 633 000	-	9 633 000
Investissements exécutés par l'Etat	655 569 641	400 000 000	655 569 641	400 000 000
Transfert en capital	5 400 000 000	5 400 000 00	300 000 000	300 000 000
Transferts courants	-	857 500 000	-	613 750 000
Développement de l'Offre touristique	37 586 000 000	6 256 171 000	36 047 500 000	3 709 546 000
Dépenses de fonctionnement	-	112 700 000	-	66 075 000
Dépenses de personnel	-	100 971 000	-	100 971 000
Investissements exécutés par l'Etat	17 862 000 000	1 561 500 000	17 923 500 000	1561 500 000
Transfert en capital	19 724 000 000	2 163 500 000	18 124 000 000	563 500 000
Transferts courants	-	2 317 500 000	-	1 417 500 000
Développement des Infrastructures aéroportuaires	193 185 101 264	7 914 800 000	199 910 101 264	13 886 000 000
Dépenses de fonctionnement	-	22 800 000	-	11 000 000
Investissements exécutés par l'Etat	84 133 261 264	1 500 000 00	85 633 261 264	3 000 000 000
Transfert en capital	109 051 840 000	1 150 000 000	114 276 840 000	6 375 000 000
Transferts courants	-	5 242 000 000	-	4 500 000 000
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	300 000 000	851 767 120	225 000 000	696 672 120
Dépenses de fonctionnement	-	279 777 120	-	199 682 120
Dépenses de personnel	-	271 990 000	-	271 990 000
Investissements exécutés par l'Etat	300 000 000	300 000 000	225 000 000	225 000 000
Ministère de l'Education nationale	129 948 489 978	526 270 540 817	132 789 835 585	525 925 737 462
Education de base des jeunes et adultes	51 082 113	1 169 710 765	2 380 297 912	3 493 426 564
Dépenses de fonctionnement	-	29 414 000	-	23 914 000
Dépenses de personnel	-	89 214 652	-	89 214 652
Investissements exécutés par l'Etat	51 082 113	51 082 113	1 739 215 799	1 739 215 799
Transfert en capital	-	-	641 082 113	641 082 113
Transferts courants	-	1 000 000 000	-	1 000 000 000
Education préscolaire	-	411 969 000	-	404 769 000
Dépenses de fonctionnement	-	30 200 000	-	23 000 000
Dépenses de personnel	-	291 769 000	-	291 769 000
Transferts courants	-	90 000 000	-	90 000 000
Enseignement Élémentaire	101 701 844 928	114 669 108 425	102 026 344 928	112 691 356 276
Dépenses de fonctionnement	-	36 587 778 770	-	36 576 218 770
Dépenses de personnel	-	39 468 309 682	-	39 468 309 682
Investissements exécutés par l'Etat	99 590 261 095	31 161 436 141	99 914 761 095	29 785 243 991
Transfert en capital	2 111 583 833	2 111 583 833	2 111 583 833	2 111 583 833
Transferts courant	-	5 340 000 000	-	4 750 000 000
Enseignement Moyen général	16 179 578 743	16 421 774 075	15 567 208 551	15 564 203 883
Dépenses de fonctionnement	-	1 596 752 400	-	1 601 552 400
Dépenses de personnel	-	12 282 325 240	-	12 282 325 240
Investissements exécutés par l'Etat	16 179 578 743	2 302 696 435	15 567 208 551	1 440 326 243
Transferts courants	-	240 000 000	-	240 000 000
Enseignement secondaire général	10 934 292 681	56 707 277 710	11 734 292 681	56 893 027 710
Dépenses de fonctionnement	-	1 367 570 000	-	1 353 320 000
Dépenses de personnel	-	53 311 991 412	-	53 311 991 412
Investissements exécutés par l'Etat	10 934 292 681	1 811 016 298	11 734 292 681	2 011 016 298
Transferts courants	-	216 700 000	-	216 700 000
Pilotage ministériel, gestion et coordination admi	1 081 691 513	336 890 700 841	1 081 691 513	336 878 954 029
Dépenses de fonctionnement	-	23 228 687 080	-	22 616 940 268
Dépenses de personnel	-	311 024 057 248	-	311 024 057 248
Investissements exécutés par l'Etat	1 081 691 513	1 081 691 513	1 081 691 513	1 081 691 513

INSTITUTIONS/MINISTERES	LFI 2020		BUDGET REVISE 2020	
	AE	CP	AE	CP
Transferts courants	-	1 556 265 000	-	2 156 265 000
Ministère des Sports	206 892 359 205	24 783 737 928	199 719 145 248	21 390 612 531
Développement de la Pratique et des Infrastructures sportifs	202 722 359 205	22 386 882 084	195 736 145 248	17 757 010 447
Dépenses de fonctionnement	-	620 175 760	-	900 218 180
Dépenses de personnel	-	219 360 000	-	219 360 000
Investissements exécutés par l'Etat	200 722 359 205	19 545 646 324	194 736 145 248	13 277 432 267
Transfert en capital	2 000 000 000	2 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
Transferts courants	-	1 700 000	-	2 360 000 000
Développement des ressources humaines et de la formation	4 170 000 000	912 216 000	3 983 000 000	662 076 000
Dépenses de fonctionnement	-	214 790 000	-	151 650 00
Dépenses de personnel	-	67 426 000	-	67 426 000
Investissements exécutés par l'Etat	4 170 000 000	570 000 000	3 983 000 000	383 000 000
Transferts courants	-	60 000 000	-	60 000 000
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	-	1 484 639 844	-	2 971 526 084
Dépenses de fonctionnement	-	442 540 160	-	389 426 400
Dépenses de personnel	-	646 657 684	-	646 657 684
Transferts courants	-	395 442 000	-	1 935 442 000
Ministère de la Culture et de la Communication	37 801 000 000	22 805 610 234	34 710 000 000	22 837 647 671
Développement et Encadrement du Secteur de la Communication	13 000 000 000	9 640 868 000	10 100 000 000	7 970 868 000
Dépenses de fonctionnement	-	29 884 000	-	29 884 000
Dépenses de personnel	-	53 614 000	-	53 614 000
Transfert en capital	13 000 000 000	5 600 000 000	10 100 000 000	2 700 000 000
Transferts courants	-	3 957 370 000	-	5 187 370 000
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	-	560 861 092	-	600 223 092
Dépenses de fonctionnement	-	224 973 800	-	264 335 800
Dépenses de personnel	-	335 887 292	-	335 887 292
Promotion & Valorisation industries culturelles & créatives	7 870 000 000	8 351 435 100	7 708 000 000	9 847 585 537
Dépenses de fonctionnement	-	206 331 923	-	189 482 360
Dépenses de personnel	-	406 831 844	-	460 831 844
Investissements exécutés par l'Etat	20 000 000	20 000 00	20 000 000	20 000 000
Transfert en capital	7 850 000 000	1 838 750 000	7 688 000 000	1 676 750 000
Transferts courants	-	5 825 521 333	-	7 500 521 333
Promotion et valorisation du Patrimoine culturel	16 931 000 000	4 252 446 042	16 902 000 000	4 418 971 042
Dépenses de fonctionnement	-	52 766 000	-	49 291 000
Dépenses de personnel	-	117 484 042	-	117 484 042
Investissements exécutés par l'Etat	1 775 000 000	300 000 000	1 775 000 000	300 000 000
Transfert en capital	15 156 000 000	2 377 000 000	15 127 000 000	2 127 000 000
Transferts courants	-	1 405 196 000	-	1 825 196 000
Ministère de la Santé et de l'Action sociale	701 709 588 658	191 714 747 125	736 297 477 440	222 702 441 073
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	55 837 977 787	56 596 641 884	54 791 597 828	58 421 780 243
Dépenses de fonctionnement	-	12 405 788 334	-	13 910 588 334
Dépenses de personnel	-	14 690 553 915	-	14 690 553 915
Investissements exécutés par l'Etat	55 837 977 787	14 213 186 635	50 257 121 314	9 727 048 480
Transfert en capital	-	-	4 534 476 514	4 534 476 514
Transferts courants	-	15 287 113 000	-	15 559 113 000
Protection sociale	1 710 999 568	2 743 974 438	1 696 885 173	2 807 579 335
Dépenses de fonctionnement	-	578 555 400	-	661 755 400
Dépenses de personnel	-	857 564 000	-	857 564 000
Investissements exécutés par l'Etat	1 420 999 568	749 497 038	1 406 885 173	729 901 935
Transfert en capital	290 000 000	290 000 000	290 000 000	290 000 000
Transferts courants	-	268 358 000	-	268 358 000
Santé de base	459 538 111 303	78 391 669 984	470 398 755 679	78 977 881 916
Dépenses de fonctionnement	-	1 602 071 080	-	1 602 071 080

INSTITUTIONS/MINISTERES	LFI 2020		BUDGET REVISE 2020	
	AE	CP	AE	CP
Dépenses de personnel	-	11 383 396 844	-	11 383 396 844
Investissements exécutés par l'Etat	449 102 259 741	58 110 350 498	459 962 904 117	58 696 562 430
Transfert en capital	10 435 851 562	3 235 851 562	10 435 851 562	3 235 851 562
Transferts courants	-	4 060 000 000	-	4 060 000 000
Santé de référence	184 622 500 000	53 982 460 819	209 410 238 760	82 495 199 579
Dépenses de fonctionnement	-	220 143 000	-	220 143 000
Dépenses de personnel	-	15 931 670 152	-	15 931 670 152
Investissements exécutés par l'Etat	171 672 500 000	18 039 663 665	176 780 238 760	27 147 402 427
Transfert en capital	12 950 000 000	4 870 000 000	32 630 000 000	24 550 000 000
Transferts courants	-	14 920 984 000	-	14 645 984 000
Ministère de la Jeunesse	90 890 318 999	14 881 646 491	95 572 989 536	20 342 702 650
Education à la citoyenneté et promotion du volontariat	1 439 794 308	204 506 492	2 438 144 308	1 201 878 910
Dépenses de fonctionnement	-	36 425 200	-	35 447 618
Dépenses de personnel	-	83 781 292	-	83 781 292
Investissements exécutés par l'Etat	1 439 794 308	84 300 000	2 438 144 308	1 082 650 000
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	1 959 958 901	1 696 809 220	1 823 708 901	1 987 628 026
Dépenses de fonctionnement	-	450 803 960	-	377 872 766
Dépenses de personnel	-	923 505 260	-	923 505 260
Investissements exécutés par l'Etat	1 959 958 901	322 500 000	1 823 708 901	186 250 000
Transferts courants	-	-	-	500 000 00
Promotion socioéconomique des jeunes	85 813 06 790	11 910 300 823	89 633 636 327	16 230 871 360
Investissements exécutés par l'Etat	41 435 339 437	1 500 000 000	42 644 456 448	2 709 117 011
Transfert en capital	44 377 726 353	9 171 220 823	46 989 179 879	11 782 674 349
Transferts courants	-	1 239 080 000	-	1 739 080 000
Protection sociale des jeunes et gestion de leur groupement	1 677 500 000	1 070 029 956	1 677 500 000	922 324 354
Dépenses de fonctionnement	-	67 714 756	-	50 009 154
Dépenses de personnel	-	71 223 200	-	71 223 200
Investissements exécutés par l'Etat	1 677 500 000	577 500 000	1 677 500 000	577 500 000
Transferts courants	-	353 592 000	-	223 592 000
Ministère de l'Environnement et du Développement durable	33 575 184 483	25 375 562 412	34 831 234 914	26 323 298 996
Conservation de la biodiversité et gestion des AP	6 892 385 000	8 259 513 387	6 815 945 520	8 121 496 947
Dépenses de fonctionnement	-	700 868 723	-	639 291 763
Dépenses de personnel	-	2 369 924 664	-	2 369 924 664
Investissements exécutés par l'Etat	6 857 285 000	4 802 500 000	6 780 845 520	4 726 060 520
Transfert en capital	35 100 000	35 100 000	35 100 000	35 100 000
Transferts courants	-	351 120 000	-	351 120 000
Lutte contre la déforestation et la dégradation des terres	3 857 895 235	8 972 723 643	4 323 320 225	9 643 771 114
Dépenses de fonctionnement	-	1 423 892 368	-	1 329 245 809
Dépenses de personnel	-	3 720 936 040	-	3 720 936 040
Investissements exécutés par l'Etat	3 585 595 235	2 825 595 235	3 581 595 225	2 821 595 225
Transfert en capital	272 300 000	272 300 000	741 725 000	741 725 000
Transferts courants	-	730 000 000	-	1 030 269 040
Lutte contre les pollutions, nuisances et les effets néfastes des CC	22 444 804 248	6 106 590 967	23 125 619 169	6 425 701 348
Dépenses de fonctionnement	-	439 318 090	-	377 882 590
Dépenses de personnel	-	273 355 600	-	273 355 600
Investissements exécutés par l'Etat	22 444 804 248	5 093 648 237	23 125 619 169	5 774 463 158
Transferts courant	-	300 269 040	-	-
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	380 100 000	2 036 734 415	566 350 000	2 132 329 587
Dépenses de fonctionnement	-	1 253 075 155	-	1 162 420 327
Dépenses de personnel	-	353 559 260	-	353 559 260
Investissements exécutés par l'Etat	345 000 000	345 000 000	331 250 000	331 250 000
Transfert en capital	35 100 000	35 100 000	235 100 000	235 100 000
Transferts courants	-	50 000 000	-	50 000 000
Ministère de la Femme, de la Famille, du Genre et de la Protection des Enfants	93 107 056 262	21 610 119 825	91 077 906 848	19 927 921 659
Autonomie économique des femmes	12 797 754 530	3 430 426 359	12 761 897 930	3 383 209 583

INSTITUTIONS/MINISTERES	LFI 2020		BUDGET REVISE 2020	
	AE	CP	AE	CP
Dépenses de fonctionnement	-	91 162 000	-	79 801 824
Dépenses de personnel	-	168 461 600	-	168 461 600
Investissements exécutés par l'Etat	11 797 754 530	2 170 802 759	11 761 897 930	2 134 946 159
Transfert en capital	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
Enfance	42 876 248 000	4 429 060 351	42 876 248 000	100 700 000
Dépenses de fonctionnement	-	109 820 000	-	100 700 000
Dépenses de personnel	-	55 371 600	-	55 371 600
Investissements exécutés par l'Etat	42 036 248 000	1 728 147 391	42 036 248 000	1 728 147 391
Transfert en capital	840 000 000	840 000 000	840 000 000	840 000 000
Transferts courants	-	1 695 721 360	-	1 695 721 360
Famille et genre	37 281 162 972	13 075 879 720	35 252 168 238	11 446 739 418
Dépenses de fonctionnement	-	444 261 240	-	428 137 020
Dépenses de personnel	-	118 759 800	-	118 759 800
Investissements exécutés par l'Etat	37 281 162 972	12 035 360 280	35 252 168 238	9 967 046 118
Transferts courants	-	477 498 400	-	932 796 480
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	151 890 760	674 753 395	187 592 680	758 032 307
Dépenses de fonctionnement	-	191 662 655	-	239 239 647
Dépenses de personnel	-	331 199 980	-	331 199 980
Investissements exécutés par l'Etat	151 890 760	151 890 760	187 592 680	187 592 680
Ministère de l'Emploi, de la Formation professionnelle et de l'Artisanat	104 252 467 576	58 804 628 279	107 727 493 257	61 669 770 632
Développement de l'artisanat et de l'apprentissage	30 579 608 550	2 806 955 456	30 504 608 550	2 588 452 774
Dépenses de fonctionnement	-	46 946 906	-	28 444 224
Dépenses de personnel	-	270 617 000	-	270 617 000
Investissements exécutés par l'Etat	30 042 000 000	500 000 000	30 042 000 000	500 000 000
Transfert en capital	537 608 550	537 608 550	462 608 550	462 608 550
Transferts courants	-	1 451 783 000	-	1 326 783 000
Développement de l'emploi	230 000 000	1 309 523 000	230 000 000	1 105 623 000
Dépenses de fonctionnement	-	45 700 000	-	41 800 000
Dépenses de personnel	-	33 823 000	-	33 823 000
Investissements exécutés par l'Etat	130 000 000	130 000 000	130 000 000	130 000 000
Transfert en capital	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000
Transferts courants	-	1 000 000 000	-	800 000 000
Développement des offres de Formation professionnelle et	73 442 859 026	51 858 414 820	76 992 884 707	55 149 892 920
Dépenses de fonctionnement	-	6 049 310 700	-	5 865 691 584
Dépenses de personnel	-	20 776 380 132	-	20 776 380 132
Investissements exécutés par l'Etat	72 430 868 210	23 110 095 572	74 253 281 591	24 871 006 488
Transfert en capital	1 011 990 816	1 011 990 816	2 739 603 116	2 739 603 116
Transferts courants	-	910 637 600	-	897 211 600
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	-	2 829 735 003	-	2 825 801 938
Dépenses de fonctionnement	-	1 066 764 259	-	1 062 831 194
Dépenses de personnel	-	1 662 970 744	-	1 662 970 744
Transferts courants	-	100 000 000	-	100 000 000
Charges non Réparties	44 650 00 000	177 127 567 712	87 619 890 488	417 895 910 699
DOTATON CHARGES NON REPARTIES	44 650 00 000	177 127 567 712	87 619 890 488	417 895 910 699
Dépenses de fonctionnement	-	84 392 263 548	-	74 305 423 438
Dépenses de personnel	-	39 487 831 082	-	39 487 831 082
Investissements exécutés par l'Etat	15 000 000 000	15 567 200 000	10 287 771 138	9 854 971 138
Transfert en capital	29 650 000 000	17 270 273 082	77 332 119 350	64 952 392 432
Transferts courants	-	20 410 000 000	-	229 295 292 609
Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	327 258 457 633	24 730 044 413	328 114 719 276	25 207 963 163
Coopération et Développement PPP et Appui Secteur privé	322 109 999 999	12 193 066 218	323 289 836 808	13 383 577 491
Dépenses de fonctionnement	-	307 193 218	-	411 117 682
Dépenses de personnel	-	242 873 000	-	242 873 000
Investissements exécutés par l'Etat	70 950 999 999	3 175 000 000	70 850 836 808	3 059 836 809
Transfert en capital	251 159 000 000	8 250 000 000	252 439 000 000	9 530 000 000
Transferts courants	-	218 000 000	-	139 750 000

INSTITUTIONS/MINISTERES	LFI 2020		BUDGET REVISE 2020	
	AE	CP	AE	CP
Economie productive compétitive et créatrice d'emplois	1848 457 634	10 260 109 049	1 647 456 010	9 879 045 498
Dépenses de fonctionnement	-	996 449 882	-	928 692 479
Dépenses de personnel	-	514 035 000	-	514 035 000
Investissements exécutés par l'Etat	949 000 000	572 000 000	872 998 376	495 998 376
Transfert en capital	899 457 634	899 457 634	774 457 634	774 457 634
Transferts courants	-	7 278 166 533	-	7 165 862 009
Pilotage gestion et coordination administrative	3 300 000 000	2 276 869 146	3 177 426 458	1 945 340 174
Dépenses de fonctionnement	-	830 500 314	-	671 544 884
Dépenses de personnel	-	164 663 000	-	164 663 000
Transfert en capital	3 300 000 000	981 705 832	3 177 426 458	859 132 290
Transferts courants	-	300 000 000	-	250 000 000
Ministère de l'Elevage et des Productions animales	46 905 079 360	25 809 776 253	38 151 102 067	18 182 141 810
Mise en marché des produits animaux	151 686 000	284 015 000	115 345 110	233 220 000
Dépenses de fonctionnement	-	94 798 000	-	80 344 290
Dépenses de personnel	-	37 531 000	-	37 513 000
Investissements exécutés par l'Etat	151 686 000	151 686 000	115 345 110	115 345 110
Pilotage, coordination et Gestion administrative	100 000 000	2 799 344 144	46 500 000	3 897 620 824
Dépenses de fonctionnement	-	829 275 400	-	781 052 080
Dépenses de personnel	-	1 840 926 744	-	1 840 926 744
Investissements exécutés par l'Etat	100 000 000	100 000 000	46 500 000	46 500 000
Transferts courants	-	29 142 000	-	1 229 142 000
Productions animales	45 937 125 290	21 875 551 039	37 172 988 887	13 101 485 423
Dépenses de fonctionnement	-	49 079 000	-	39 149 787
Dépenses de personnel	-	214 709 000	-	214 709 000
Investissements exécutés par l'Etat	39 930 377 000	16 431 014 749	28 031 240 597	4 531 878 346
Transfert en capital	6 006 748 290	4 680 748 290	9 141 748 290	7 815 748 290
Transferts courants	-	500 000 000	-	500 000 000
Santé animale et Santé publique vétérinaire	716 268 070	850 866 070	816 268 070	949 815 163
Dépenses de fonctionnement	-	17 300 000	-	16 249 093
Dépenses de personnel	-	117 298 000	-	117 298 000
Transfert en capital	716 268 070	716 268 070	816 268 070	816 268 070
Ministère de l'Economie numérique et des Télécommunications	140 575 099 440	17 714 234 327	136 510 986 328	16 476 839 963
Économie numérique	139 214 099 440	15 829 494 104	135 907 114 759	12 994 933 364
Dépenses de fonctionnement	-	66 475 000	-	114 198 941
Dépenses de personnel	-	175 019 104	-	175 019 104
Investissements exécutés par l'Etat	127 934 113 720	10 888 000 000	121 326 829 039	4 220 715 319
Transfert en capital	11 279 985 720	2 700 000 000	14 580 285 720	6 000 300 000
Transferts courants	-	2 000 000 000	-	2 484 700 000
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	1 361 000 000	538 671 223	603 871 569	1 136 528 847
Dépenses de fonctionnement	-	194 050 000	-	294 925 278
Dépenses de personnel	-	237 732 000	-	237 732 000
Investissements exécutés par l'État	1 361 000 000	106 889 223	103 871 569	103 871 569
Transfert en capital	-	-	500 000 000	500 000 000
Secteur postal	-	1 346 069 000	-	2 345 377 752
Dépenses de fonctionnement	-	19 200 000	-	18 508 752
Dépenses de personnel	-	26 869 000	-	26 869 000
Transferts courants	-	1 300 000 000	-	2 300 000 000
Ministère de la Microfinance, de l'Economie sociale et Solidaire	53 828 090 610	9 746 506 682	53 562 594 219	9 400 544 955
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	150 000 000	1 209 308 740	40 000 000	916 189 559
Dépenses de fonctionnement	-	658 650 000	-	525 530 819
Dépenses de personnel	-	300 658 740	-	300 658 740
Investissements exécutés par l'État	150 000 000	150 000 000	40 000 000	40 000 000
Transferts courants	-	100 000 000	-	50 000 000
Promotion de la microfinance	53 178 090 610	7 914 937 374	52 772 594 219	7 590 396 789
Dépenses de fonctionnement	-	17 805 000	-	16 842 500
Dépenses de personnel	-	33 654 452	-	33 654 452

INSTITUTIONS/MINISTERES	LFI 2020		BUDGET REVISE 2020	
	AE	CP	AE	CP
Investissements exécutés par l'État	52 814 254 000	7 499 641 312	52 590 675 915	7 276 063 227
Transfert en capital	363 836 610	363 836 610	181 918 304	181 918 304
Transferts courants	-	-	-	81 918 306
Promotion de l'Economie sociale et solidaire (ESS)	500 000 000	622 260 568	750 000 000	893 958 607
Dépenses de fonctionnement	-	102 200 000	-	73 898 039
Dépenses de personnel	-	20 060 568	-	20 060 568
Transfert en capital	500 000 000	500 000 000	750 000 000	750 000 000
Transferts courants	-	-	-	50 000 000
Ministère des Collectivités territoriales et de l'Aménagement	283 861 620 547	106 001 178 229	281 830 389 057	90 447 437 376
Cohérence territoriale	94 258 750 000	21 382 131 000	98 848 268 510	14 917 349 147
Dépenses de fonctionnement	-	24 300 000	-	15 550 000
Dépenses de personnel	-	71 451 000	-	71 451 000
Investissements exécutés par l'État	64 234 000 000	18 396 000 000	68 701 268 510	11 817 718 147
Transfert en capital	30 024 750 000	1 590 000 000	30 147 000 000	1 712 250 000
Transferts courants	-	1 300 380 000	-	1 300 380 000
Financement du développement territorial	162 828 826 520	76 899 008 520	155 828 826 520	69 492 004 520
Dépenses de fonctionnement	-	29 408 000	-	22 404 000
Dépenses de personnel	-	59 774 000	-	59 774 000
Investissements exécutés par l'État	125 523 000 000	15 000 000 000	119 023 000 000	8 500 000 000
Transfert en capital	37 305 826 520	31 259 826 520	36 805 826 520	30 759 826 520
Transferts courants	-	30 550 000 000	-	30 150 000 000
Gouvernance territoriale	16 774 044 027	5 891 324 709	16 653 294 027	3 763 174 709
Dépenses de fonctionnement	-	134 863 000	-	127 463 000
Dépenses de personnel	-	691 793 000	-	691 793 000
Investissements exécutés par l'Etat.	15 517 337 474	3 864 668 709	15 396 587 474	1 743 918 709
Transfert en capital	1 256 706 603	500 000 000	1 256 706 603	500 000 000
Transferts courants	-	700 000 000	-	700 000 000
Pilotage, coordination et Gestion administrative	10 000 000 000	1 828 714 000	10 500 000 000	2 274 909 000
Dépenses de fonctionnement	-	146 656 000	-	92 851 000
Dépenses de personnel	-	182 058 000	-	182 058 000
Transfert en capital	10 000 000 000	1 500 000 000	10 500 000 000	2 000 000 000
Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	1 053 955 504 323	113 329 743 144	1 055 771 584 902	115 712 913 204
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	-	2 411 417 628	-	3 302 728 651
Dépenses de fonctionnement	-	202 975 028	-	144 286 051
Dépenses de personnel	-	268 442 600	-	268 442 600
Transferts courants	-	1 940 000 000	-	2 890 000 000
Programme d'Accès à l'Eau potable	534 619 816 943	57 686 556 990	539 262 164 563	62 613 269 134
Dépenses de fonctionnement	-	133 894 081	-	117 459 797
Dépenses de personnel	-	190 046 532	-	190 046 532
Investissements exécutés par l'Etat.	514 022 040 174	35 067 839 608	516 316 601 556	37 362 400 990
Transfert en capital	20 597 776 769	20 597 776 769	22 945 563 007	22 945 563 007
Transferts courants	-	1 697 000 000	-	1 997 798 808
Programme d'Assainissement et de Gestion des Eaux pluviales	231 875 130 046	42 001 874 298	229 353 863 005	39 472 021 191
Penses de fonctionnement	-	101 245 840	-	92 659 774
Dépenses de personnel	-	225 543 412	-	225 543 412
Investissements exécutés par l'Etat.	218 851 545 000	28 651 500 000	214 206 243 400	24 006 198 400
Transfert en capital	13 023 585 046	13 023 585 046	15 147 619 605	15 147 619 605
Programme de Gestion Intégrée des Ressources en Eau	287 460 557 334	11 229 894 228	287 155 557 334	10 324 894 228
Dépenses de fonctionnement	-	32 234 308	-	32 234 308
Dépenses de personnel	-	112 595 986	-	112 95 986
Investissements exécutés par l'Etat.	281 821 925 400	2 635 000 000	281 541 925 400	2 355 000 000
Transfert en capital	5 638 631 934	5 938 631 934	5 613 631 934	5 313 631 934
Transferts courants	-	2 511 432 000	-	2 511 432 000

INSTITUTIONS/MINISTERES	LFI 2020		BUDGET REVISE 2020	
	AE	CP	AE	CP
Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	259 129 548 758	203 227 932 514	252 088 387 566	213 105 630 355
Education supérieure	203 889 254 357	114 638 039 891	196 448 093 165	115 458 999 499
Dépenses de fonctionnement	-	144 000 000	-	58 900 000
Dépenses de personnel	-	121 992 000	-	121 992 000
Investissements exécutés par l'Etat	46 441 255 782	6 492 310 962	35 693 862 640	5 044 917 820
Transfert en capital	157 447 998 575	24 789 000 000	160 754 230 525	28 095 231 950
Transferts courants	-	83 090 736 929	-	82 137 957 729
Œuvres sociales universitaires	55 240 294 401	84 777 314 623	55 640 294 401	93 711 314 623
Dépenses de fonctionnement	-	60 000 000	-	94 000 000
Dépenses de personnel	-	46 604 000	-	46 604 000
Investissements exécutés par l'Etat	3 006 092 969	2 200 000 000	2 906 092 969	2 100 000 000
Transfert en capital	52 234 201 432	7 572 373 623	52 734 201 432	8 072 373 623
Transferts courants	-	74 898 337 000	-	83 398 337 000
Pilotage, Gestion et Coordination administrative	-	3 812 578 000	-	3 935 316 233
Dépenses de fonctionnement	-	3 489 248 000	-	3 271 986 233
Dépenses de personnel	-	323 330 000	-	323 330 000
Transferts courants	-	-	-	340 000 000
Ministère des Mines et de la Géologie	467 000 000	2 255 724 000	1 467 000 000	3 247 167 000
Géologie	247 000 000	415 704 000	1 247 000 000	1 414 704 000
Dépenses de fonctionnement	-	21 400 000	-	20 400 000
Dépenses de personnel	-	40 674 000	-	40 674 000
Transfert en capital	247 000 000	247 000 000	1 247 000 000	1 247 000 000
Transferts courants	-	106 630 000	-	106 630 000
Mines	-	711 639 000	-	708 872 000
Dépenses de fonctionnement	-	103 443 000	-	100 676 000
Dépenses de personnel	-	108 196 000	-	108 196 000
Transferts courants	-	500 000 000	-	500 000 000
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	220 000 000	1 128 381 000	220 000 000	1 123 591 000
Dépenses de fonctionnement	-	101 443 000	-	96 653 000
Dépenses de personnel	-	188 938 000	-	188 938 000
Investissements exécutés par l'Etat	220 000 000	220 000 000	220 000 000	220 000 000
Transferts courants	-	618 000 000	-	618 000 000
Ministère du Développement communautaire, de l'Equité sociale et territoriale	253 590 705 497	101 375 554 272	249 863 260 467	138 225 812 438
COORDINATION ET GESTION ADMINISTRATIVE	-	513 005 292	-	389 567 972
Dépenses de fonctionnement	-	402 522 292	-	279 084 972
Dépenses de personnel	-	110 483 000	-	110 483 000
DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET EQUITE TERRITORIALE	197 547 339 497	35 465 179 155	198 667 112 997	36 568 993 171
Dépenses de fonctionnement	-	139 646 000	-	123 686 516
Dépenses de personnel	-	295 533 155	-	295 533 155
Investissements exécutés par l'Etat	182 047 339 497	20 030 000 000	182 047 339 497	20 030 000 000
Transfert en capital	15 500 000 000	15 000 000 000	16 619 773 500	16 119 773 500
EQUITE SOCIALE	56 043 366 000	65 397 369 825	51 196 147 470	101 267 251 295
Dépenses de fonctionnement	-	22 400 000	-	14 500 000
Dépenses de personnel	-	27 461 000	-	27 461 000
Investissements exécutés par l'Etat	24 593 366 000	8 593 366 000	35 471 147 470	19 471 147 470
Transfert en capital	31 450 000 000	31 450 000 000	15 725 000 000	15 725 000 000
Transferts courants	-	25 304 142 825	-	66 029 142 825
TOTAL GÉNÉRAL	9 780 639 144 822	3 708 950 000 000	9 843 432 189 348	4 017 150 000 000

ANNEXE IV : DEFICIT STANDARD

En milliards de FCFA	BUDGET 2020 REVISE	% PIB
Ressources	3008,4 .....	.....
Recettes ordinaires hors dons	2507,8 .....	.....
..... Recettes fiscales	2352,8 .....	.....
..... Recettes non fiscales	123,2 .....	.....
..... FSE .....	.....	.....
..... Recettes exceptionnelles	31,80 .....	.....
Autres recettes (Remboursement prêts rétrocédés) .....	.....	.....
.....		
Dons budgétaires	240,1 .....	.....
Ressources externes	260,5 .....	.....
Tirages sur subventions	260,5 .....	.....
Charges	3881,2 .....	.....
Dettes publiques (intérêt + commissions)	306,9 .....	.....
Intérêts et commission dette extérieure .....	.....	.....
Intérêts et commission dette intérieure .....	.....	.....
Dépenses de personnel	817,7 .....	.....
Autres dépenses courantes	1263,7 .....	.....
Dépenses de fonctionnement .....	.....	.....
Dépenses de Transfert .....	.....	.....
Dépenses en capital sur ressources internes	806,3 .....	.....
Dépenses en capital sur ressources externes	686,6 .....	.....
FSE .....	.....	.....
.....		
Prêts rétrocédés .....	.....	.....
DEFICIT BUDGETAIRE GLOBAL	-872,8	-6,1%
PIB 2019 .....	.....	14 306

ANNEXE VI : ENCOURS ET ECHEANCE DU SERVICE DE LA DETTE DE L'ETAT
SERVICE PREVISIONNEL DE LA DETTE PUBLIQUE AU TITRE DE L'ANNEE 2020

montants en milliards de francs CFA

TYPES DE DETTE	Total		
	Principal	I&C	TOTAL
MULTILATERAUX.....	108,88	41,18	150,06
IDA/BIRD	17,94	14,37	32,31
BEI/FED	2,98	1,31	4,29
BAD/FAD	4,00	4,70	8,70
OPEP/BADEA/BID	50,66	8,88	59,54
AUTRES	33,30	11,92	45,22
.....			0,00
BILATERAUX.....	101,47	54,56	156,03
PAYS DE L'OCDE	26,61	11,91	38,52
PAYS ARABES	11,31	3,39	14,70
AUTRES	63,55	39,26	102,81
.....			0,00
CREDITS A L'EXPORTATION	32,51	6,37	38,88
.....			0,00
COMMERCIALE	183,69	133,74	317,43
EUROBOND	17,69	126,57	144,26
CREDIT SUISSE	24,60	0,60	25,20
AFREXIMBANK	16,40	4,97	21,37
SCBANK	0,00		0,00
SCBANK&CITI	125,00	1,59	126,59
INTERÊTS SUR TIRAGES	0,00	8,03	8,03
TOTAL SERVICE DETTE EXTERIEURE AVEC PPTE/IADM.....	426,55	243,88	670,43
Rachats DTS/ FMI	3,61	0,00	3,61
Dépôt koweïtien	0,00	0,00	0,00
Obligations du Trésor par adjudication	78,50	34,62	113,12
Obligations du Trésor par appel public à l'épargne	43,30	8,78	52,08
Bons du Trésor par adjudication	0,00	0,00	0,00
SUKUK 2016	25,00	10,35	35,35
Autres	46,19	9,27	55,46
TOTAL SERVICE DETTE INTERIEURE	196,60	63,02	259,62
TOTAL GENERAL SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE	623,15	306,90	930,05

ANNEXE X: RESERVE DE PRECAUTION

SECTION	CHAPITRE	Montant en FCFA
Ministère des Forces armées	Equipement Gendarmerie nationale /PLAN REAGIR	2 500 000 000
Ministère de l'Intérieur	PROJET DE LUTTE CONTRE LA CYBERCRIMINALITE	1 000 000 000
Ministère de la Justice	PROJET DE CONSTRUCTION DE L'ECOLE D'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE	200 000 000
Ministère des Infrastructures, des Transports terrestres et du Désenclavement	ENTRETIEN ROUTIER	3 000 000 000
Ministère des Infrastructures, des Transports terrestres et du Désenclavement	PROGRAMME DE MISE A NIVEAU DES INFRASTRUCTURES	4 500 000 000
Ministère des Infrastructures, des Transports terrestres et du Désenclavement	REHABILITATION DE LA ROUTE FATICK FOUNDIOUGNE PASSY KAFFRINE MBACKE	2 250 000 000
Ministère des Finances et du Budget	PROJET DE TRANSFORMATION DES PERMIS D'OCCUPER EN TITRES FONCIERS	300 000 000
Ministère des Finances et du Budget	PROJET D'APPUI A LA GESTION DU FONCIER URBAIN (PAGEF)	595 000 000
Ministère des Finances et du Budget	PROJET DE CONSTRUCTION DE L'ECOLE NATIONALE DES DOUANES DE DIAMNIADIO	3 500 000 000
Ministère des Finances et du Budget	PROJET DE GRAND CARENAGE DE VEDETTE DE LA DOUANE SENEGALAISE	2 340 000 000
Ministère des Finances et du Budget	ACQUISITION IMMEUBLES ET TERRAINS	1 750 000 000
Ministère du Pétrole et des Energies	PROJET ENERGIE OMVG (BARRAGE DE SAMBANGALOU)	1 500 000 000
Ministère du Pétrole et des Energies	PROGRAMME NATIONAL D'URGENCE D'ELECTRIFICATION RURALE	1 000 000 000
Ministère du Pétrole et des Energies	SECOND COMPACT MCA SENEGAL/ENERGIE	1 000 000 000
Ministère du Pétrole et des Energies	CONCESSION D'ELECTRIFICATION RURALE KAOLACK, NIORO, FATICK ET GOSSAS	1 000 000 000
Ministère de l'Urbanisme, du Logement et de l'Hygiène publique	PROGRAMME DE CONSTRUCTION DE LOGEMENTS SOCIAUX	1 500 000 000
Ministère des Sports	CONSTRUCTION D'UN STADE OLYMPIQUE A DIAMNIADIO	1 000 000 000
Ministère des Sports /Autres charges non réparties	PROGRAMME DE MISE EN OEUVRE DES ACTIVITES DU COMITE INTERNATIONAL OLYMPIQUE (CIO)	2 000 000 000
Ministère de la jeunesse	PROJET DE CONSTRUCTION DE LA MAISON DE LA JEUNESSE ET DE LA CITOYENNETE	1 000 000 000
Ministère de la Culture et de la Communication	PROJET D'EQUIPEMENT DE LA RTS	2 050 000 000
Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération	FONDS D'ETUDES DES PROJETS	125 000 000
Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération	PROJET AUTOROUTE A PEAGE DAKAR-DIAMNIADIO	750 000 000
Ministère de l'Elevage et des Productions animales	FONDS D'APPUI A LA STABULATION	590 000 000
Ministère de l'Economie numérique et des Télécommunications	PROGRAMME EXPLOITATION, MAINTENANCE ET EXTENSION INTRANET ADMINISTRATIF	750 000 000
Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	PROJET D'ASSAINISSEMENT DE LA CORNICHE OUEST	250 000 000
Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	PROJET D'AMELIORATION DE LA MOBILISATION DES EAUX RENOUVELABLES DANS LES BASSINS VERSANTS DU BAOBALONG	350 000 000
Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	PROJET DE LUTTE CONTRE LES INONDATIONS A PIKINE IRRÉGULIER SUD/ PHASE II - (PIS 2)	1 000 000 000
Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	PROJET D'EQUIPEMENT DES INFRASTRUCTURES EN ACHEVEMENT	2 200 000 000
TOTAL		40 000 000 000

ANNEXE XI: Obligations impayées prévues dans la LFR 2020

INTITULE DE L'OPERATION	MONTANT
Compensation tarifaire	29 323 926 724
Eclairage Public	16 276 073 276
Pertes commerciales	49 761 051 845
Total Secteur Energie	95 361 051 845
ACMU : Dettes gratuits soins 0-5 ans	2 991 278 963
ACMU : Dettes gratuité des Césariennes	1 356 756 667
ACMU : Plan SESAME	2 851 533 471
ACMU : Dialyse	2 014 709 067
Dettes ACMU élève	397 183 633
ACMU Autres dettes	6 988 538 200
Sous-Total ACMU	16 600 000 001
Etablissements Supérieurs d'Enseignement Privés	7 764 757 500
Total Agences, Sociétés Nat et structures assimilées	24 364 757 501
AGPBE : Programme d'urgence 2000 logements (MRAZI/BHS)	5 170 008 322
PROGRAMME EQUIPEMENT MONDE RURAL : ACQUISITION TRACTEURS	1 868 540 243
HASSMAR : CONSTRUCTION PATROUILLEUR	860 898 673
SOGIP : construction de l'Université Amadou Makhtar Mbow (UAM) de Diamniadio	6 210 000 000
ASER : Programme National d'Urgence d'électrification Rurale	2 220 000 000
Banque Agricole : CNCAS	10 000 000 000
TOTAL BANQUES	26 329 447 238
Projets déjà réceptionnés pour ONAS, PEPAM et la Direction des Bassins de Rétention et des Lacs artificiels	8 849 170 092
Etudes et Travaux de l'autoroute à péage Thiès-Touba	5 231 957 399
Etudes techniques détaillées et élaboration d'un dossier d'appel d'offres pour les Travaux de construction du PONT de LALLY et PISTES d'accès dans la sous-Préfecture de KENIABA (Région de TAMBACOUNDA)	143 508 503
Travaux d'aménagement et de bitumage de la route Joal- Samba Dia Djiffer (42 km)	1 204 062 353
Travaux d'aménagement du tronçon Thionck Essyl Tendouck- Elena-Bagaya-Balinghor : d'environ 28 km situé sur la Boucle du Blouf	112 657 893
Travaux de réhabilitation de la route Touba-Dahra- Linguère (RN3), Lot 1: Touba-Dahra (70 km environ)	152 586 108

INTITULE DE L'OPERATION	MONTANT
Travaux de réhabilitation de la route Ziguinchor Tanaff-Kolda-Vélingara, lot n° 3 : Kolda-Vélingara.....	199 675 128
Achèvement des travaux de réhabilitation de la route Ziguinchor-Tanaff-Kolda-Vélingara, lot n°1 : Ziguinchor-Tanaff	1 095 181 793
Revue et finalisation des études détaillées, élaboration du Plan d'Action de Réinstallation (PAR) et supervision des travaux de la RN6 tronçon Ziguinchor-Tanaff-Kolda-Vélingara et le pont de Kolda	101 082 652
Travaux de réhabilitation de la route Dinguiraye-Nioro-Keur-Ayip sur environ 40 km + 6 km de voirie à Nioro	100 000 000
Travaux de construction de voiries d'accès autour de l'Institut Islamique Cheikh Ahmadou Bamba sise à Colobane Dakar	589 278 920
Travaux de construction de l'échangeur du stade Léopold Sédar Senghor	1 796 427 236
TOTAL HYDRAULIQUE ET ASSAINISSEMENT ET INFRASTRUCTURES ET SERVICES DE TRANSPORTS	19 575 588 077
Arachide	3 181 821 701
céréales et espèces diverses	6 347 438 829
Engrais	5 967 693 066
TOTAL INTRANTS AGRICOLES.....	15 496 953 596
Location à usage de bureau	17 292 000 000
TOTAL LOCATION A USAGE DE BUREAU	17 292 000 000
Programme d'urgence d'alimentation en eau potable de Dakar	1 580 201 744
TOTAL SONES	1 580 201 744
TOTAL GENERAL	200 000 000 000

RUFISQUE - Imprimerie nationale DL n° 7289
